

Evolutions sectorielles et développement économique de la Chine depuis la réforme

L'Importance des Services

Jean-Claude Delaunay

Résumé

Le développement contemporain de la Chine repose sur les deux piliers de la production matérielle et sur celle des services, qui sont aujourd'hui majoritaires. Pour rendre compte de cette évolution, de 1978 à 2021, l'auteur propose un classement fonctionnel des services venant en prolongement de ses travaux sur les «biens de civilisation». C'est avec ce classement et à l'aide des séries statistiques disponibles depuis 1978 et 2004, qu'il en étudie l'évolution dans les deux premières parties. Il cherche, dans une troisième et quatrième partie, à analyser et théoriser cette évolution.

Abstract

China's contemporary development is based on the two pillars of material production and of services, which are now the majority of economic activities. To describe this evolution after 1978, up to 2021, it is proposed by the author a functional classification of services as an extension of his works on "goods of civilisation". It is with this goal and with the help of statistical series available since 1978 and 2004, that he studies their evolution, in the two first parts. He seeks, in a third and fourth part, to analyse and theorize this evolution.

Dans l'ouvrage qu'il a récemment dirigé sur «la loi de la valeur», le professeur Cheng Enfu a donné une vue complète du procès engagé contre la théorie marxiste de la valeur des marchandises depuis la rédaction du premier volume du Capital, en 1867. Il a, du même coup, rassemblé les arguments qui, au contraire, valident cette théorie, réalisant ainsi un important travail de compilation et de consolidation dans un domaine idéologiquement sensible.

L'importance théorique de ce livre, à une époque où la question majeure est celle du développement économique de 80% de la population du globe, est de réaffirmer, après Marx et Engels, que le travail vivant, et la Nature qui nous entoure et dont nous sommes partie intégrante, sont les matières premières de la richesse de toutes les sociétés. Là où il y a du travail vivant et un environnement sain, existe la possibilité de se développer. Les rapports sociaux ne sont que des modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du travail. Dans un environnement naturel donné, la richesse n'est pas engendrée par les rapports sociaux, comme le prétendent les auteurs faisant référence au travail mort et à la propriété privée dont il peut être l'objet. Elle l'est par le travail vivant. Bien sûr, ce qu'on appelle le travail mort est très important, car il détermine le niveau de la productivité du travail. Mais les nouvelles modalités, intellectuelles, politiques et morales, d'exercice du travail vivant vont fortement compter dans le processus de développement.

Telle est d'ailleurs l'expérience de la Chine. Ce pays n'est pas devenu le premier du monde en commençant par piller les ressources des autres pays. Il l'est devenu grâce au travail vivant, intense, acharné, de sa population, ainsi que par une politique de respect de l'environnement de plus en plus exigeante. C'est l'un des messages qu'il délivre aux pays du monde qui, aujourd'hui, sont en quête de leur développement.

Cela étant dit, il ne suffit pas de constater la présence objective de travail vivant dans une société pour qu'elle se développe économiquement. Bien des difficultés doivent être surmontées pour y parvenir, la plus importante de toutes étant le choix que la société doit effectuer relativement à ses rapports sociaux. Il est clair que, pour les gouvernants de la Chine, ces rapports doivent être d'abord ceux de l'indépendance complète de la population concernée et qu'ensuite, ou simultanément, ils doivent être de type socialiste.

La théorie de la valeur des marchandises, telle qu'elle fut mise au point par Marx, est incontournable, même au XXI^e siècle. Dans nos sociétés, qui sont encore des sociétés de rareté, le travail vivant est la base de la vie sociale, et il fonctionne principalement comme valeur des produits. Mais le monde a changé depuis le XIX^e siècle. Surtout, le socialisme est devenu une réalité.

Il faut donc se demander dans quelle mesure ces changements affectent le marxisme et notamment la théorie de la valeur des marchandises. Il faut également se demander comment ces changements affectent les politiques économiques. C'est avec la volonté de prendre modestement place dans ce genre d'interrogations que la rédaction du présent article a été entreprise. On s'est notamment efforcé, en l'écrivant, de prolonger une réflexion depuis longtemps engagée sur «les biens de civilisation».

Ce texte comprend quatre parties. Dans la première, après avoir examiné les données publiées annuellement par le Bureau National de la Statistique en Chine, on a procédé, pour décrire et analyser la politique économique de ce pays au cours des années de réforme et d'ouverture, au regroupement de ses activités sectorielles en très grandes fonctions. En effet, s'il est vrai que la théorie marxiste de la valeur des marchandises est une théorie portant sur des quantités, s'exprimant aujourd'hui comme quantités monétaires, cette théorie n'abandonne pas pour autant le point de vue de l'utilité et des finalités poursuivies. On a donc cherché, dans cette première partie, à réaliser un classement fonctionnel des secteurs, en insistant tout particulièrement sur les services. Après avoir repris le clivage traditionnel entre production matérielle et production non matérielle, ou services, il est proposé de regrouper les services en quatre grandes catégories.

Dans la deuxième partie, observation fut faite, à l'aide des statistiques chinoises ainsi que du classement présenté dans la première partie, comment s'est développée la Chine depuis 1978 et surtout depuis 2004, année de publication de nouvelles séries statistiques sur les secteurs. Pour décrire ce développement, on a tout d'abord pris appui sur des séries d'emplois couvrant les années 1978-2002. Ensuite, furent utilisées les nouvelles séries établies à partir de 2004 et portant sur la valeur ajoutée, l'investissement et l'emploi (tableaux 4-4 et 4-6 du Statistical Yearbook of China). Ces statistiques sont de qualité inégale. Elles ont quand même conduit à mettre en lumière certaines évolutions.

Dans la troisième partie, nous avons cherché à faire la théorie de ces évolutions en cherchant à mesurer, à l'aide du rapport Valeur ajoutée/Investissement, la rentabilité sociale des différents grands secteurs, compte-tenu des systèmes de prix en vigueur.

Dans la quatrième partie, nous avons cherché à mettre au clair quelques premiers éléments d'explication de ces évolutions.

PREMIERE PARTIE

QUEL CLASSEMENT DES ACTIVITES ?

Le répertoire des activités qu'utilisent les statisticiens est largement dépendant des conventions internationales, ainsi que de la pratique et du bon sens. En effet, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie ne soulèvent pas de problèmes théoriques majeurs pour être classés : ce sont les bases de la vie sociale. Les hommes cherchent d'abord à vivre et à se nourrir. Ensuite, ils se servent d'un très grand nombre d'objets pour se loger, se déplacer, se vêtir, échanger, etc. Ils produisent industriellement ces objets. Dans l'état actuel de développement, ces objets sont majoritairement des marchandises.

Autour des années 10.000 avant notre ère, l'agriculture fut la première grande invention laborieuse de l'humanité après la phase de chasse et de cueillette. Aidée en cela par l'ordre alphabétique, l'agriculture a gardé sa première place dans les nomenclatures. Puis l'industrie a envahi les activités humaines autour du

XVIII^e siècle. Ces deux sortes de productions, agricole et industrielle, ont formé et forment ce que l'on appelle «la production matérielle». Cette dernière fut au centre de la théorisation marxiste du XIX^e siècle.

En réalité, c'est avec le développement vigoureux, dans les pays capitalistes développés, des activités dites «tertiaires» que les problèmes de classement des activités ont commencé à se poser, étant entendu que derrière les classements, ce sont des interrogations sur la nature même des activités concernées, qui sont soulevées.

Il est banal de rappeler que les services ont toujours existé. Il y a toujours eu ce que l'on appelle aujourd'hui des services dans les sociétés humaines. Mais ce genre d'activités s'est considérablement développé au XX^e siècle. De nouveaux services sont apparus. Ces faits sont bien connus. L'activité étatique a pénétré tous les pores de la société. Les services aux entreprises ont pris forme avec le développement de l'industrie et des échanges. De nouveaux services aux ménages sont apparus avec la compléxification de la vie sociale. Or Marx a surtout connu les services personnels et sociaux élémentaires que véhiculent les sociétés depuis qu'elles se sont organisées et urbanisées. Il a fait la théorie de la «production matérielle industrielle» dans le mode de production capitaliste de libre concurrence. Il n'a évidemment pas fait la théorie des services dans ce mode à l'époque actuelle. Il a seulement énoncé quelques éléments pour leur analyse.

Il peut être utile de préciser ce que l'on entend ici par les termes de production matérielle et non matérielle. La production matérielle est cette forme de production dans laquelle les «intrants spécifiques» de la production considérée se retrouvent à la fin du processus de production dans le produit, quoique transformés. Le fait, par exemple, que la production de confiture soit une production matérielle signifie que les fruits se retrouvent dans la confiture, produit final, quoique transformés. Certains intrants, comme par exemple le courant électrique utilisé pendant l'opération de production, ne s'y retrouvent pas matériellement, ce qui est heureux. Mais c'est aussi la raison pour laquelle on parle ici «d'intrants spécifiques».

Par différence, la production non-matérielle serait cette forme d'activité dans laquelle les intrants ne se retrouveraient pas dans le produit. Ce que l'on retrouverait, dans les produits de ces activités, ce serait principalement la trace de l'activité humaine et non des intrants matériels particuliers, bien que l'on puisse trouver des contre-exemples à cette définition générale. Ces contre-exemples font les délices des discussions de café-bar mais sont sans grand intérêt scientifique. En tout cas, nombreux sont les économistes se refusant de qualifier ces activités d'immatérielles, parce qu'elles ne le sont pas.

Les activités de services ne sont pas immatérielles. Elles sont simplement «autrement matérielles» que le sont les activités de la production matérielle. Il faut des intrants pour produire un service. Il faut par exemple des armements pour produire le service de la sécurité militaire nationale. Il faut des livres et des écoles pour produire le service de l'éducation. Mais le résultat de ces activités et l'usage de leurs intrants dépend avant tout des facteurs humains et de leurs relations.

Quoiqu'il en soit, le relatif silence de Marx sur les services, a entraîné, de la part des marxistes, une assez grande diversité d'interprétations. L'objectif du présent article n'est pas de reprendre ces discussions, mais de classer les activités concernées de façon à en réduire le nombre et à obtenir, si possible, une interprétation plus claire du développement.

Nous reprenons ainsi les idées anciennement développées par Henri Storch en 1815, idées qui furent reprises dans un ouvrage sur le développement chinois contemporain. On trouvera dans le tableau 1 le partage entre Production matérielle et Non-Matérielle en Chine pour l'année 2019. Le choix des années 2019, 2020, 2021, pour les tableaux 1 et 2, est lié au fait que c'est la dernière année pour laquelle, à ce jour, ces données sont publiées dans le Statistical Yearbook of China.

Le tableau 2 explicite ce que l'on entend dans cet article par «biens de civilisation». Dans la nomenclature actuellement utilisée par le Bureau national des statistiques en Chine, on compte 14 grands secteurs de services, établis d'après la nomenclature du Système de Comptabilité nationale. On suggère ici de réduire ce nombre à quatre grandes catégories.

Cela veut dire que les services, dans leur apparente diversité et sous la désignation générale de «biens de civilisation», assurent quatre grandes fonctions :

- 1) Ils servent à gérer, à administrer la production et sa répartition ainsi qu'à développer la société, et notamment son économie,
- 2) Ils servent à entretenir et développer les forces productives matérielles,
- 3) Ils servent à entretenir et développer les forces productives humaines,
- 4) Ils visent à procurer un certain bien-être.

Les services relèveraient donc, selon cette interprétation, d'une quadruple explication. Ils seraient :

- 1) des moyens et manifestations du fonctionnement des rapports sociaux,
- 2) des extensions de la division du travail dans la production en général,
- 3) des moyens supplémentaires d'action pour transformer la matière et les relations sociales,
- 4) des activités autonomes de plaisir et de confort des individus et des familles.

C'est la combinaison de ces quatre grandes fonctions qui permettrait de décrire et d'interpréter de manière plus précise et historiquement datée ce que Storch appelait «la civilisation».

La deuxième colonne du tableau 2 reprend donc la liste des secteurs dans un ordre un peu différent de celui des publications officielles chinoises. Le classement proposé dans ce tableau pour les services comprend les éléments suivants :

A Les services de Gestion de la société et de ses rapports sociaux, soit :

1. Les services des administrations

2. Les Services commerciaux (gros et détail, hôtels et restaurants, commerce de biens et de logements).
3. Les Services d'intermédiation financière (banques et assurances).

B. Les services de développement des Forces Productives Matérielles, soit :

1. Les Services de Transport,
2. Les Services d'Information,
3. Les Services aux Entreprises,
4. Les Services de Management des Ressources naturelles et de l'Environnement,
5. La Recherche scientifique

C. Les services de développement des Forces productives humaines, soit :

- 1) L'Education,
- 2) La Santé,
- 3) Les Services aux ménages.

D. Les services de bien-être, soit :

- 1) Les Services culturels,
- 2) Le Sport.

On peut contester tel ou tel choix de classement. Mais il est clair que les statisticiens ne décident pas de leurs concepts avec le souci de faciliter la vie des économistes. Ils ont leurs propres difficultés à résoudre et c'est ensuite aux économistes de faire au mieux avec le matériau que les statisticiens leur fournissent.

Voici quelques premières indications fournies par ces deux tableaux sur l'économie chinoise.

Le tableau 1 vise à montrer l'importance des services dans l'économie chinoise.

Tableau 1 : Production Matérielle et Non matérielle en Chine (2020-2021)				
Secteurs		(%)		
		Valeur ajoutée	Emploi	Investissements
		2020	2021	2021
Production Matérielle	Agriculture, mines, industries manufacturières, eau, électricité, construction	45.9%	52.0%	40.9%
Production Non Matérielle	Services	54.1%	48.0%	59.1%
Production Totale		100.0%	100.0%	100.0%

En ce qui concerne la valeur ajoutée des services, l'économie chinoise aurait franchi en 2015 le seuil des 50%. En ce qui concerne l'emploi, ce seuil n'aurait pas encore été franchi, en Chine, et la population tertiaire ferait, en 2021, 48% du total de la population (tableau 4-2, Yearbook de 2022). Ce seuil avait été franchi pour l'emploi, en Europe continentale, autour des années 1975 et une dizaine d'années plus tôt pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Quant aux séries d'investissements par secteurs, qui commencent en 2004, elles indiquent qu'à cette date, les investissements dans les services (la production non matérielle) représentaient 56.5% de l'investissement total.

Quelles que soient les explications apportées à ces phénomènes, on doit remarquer que si la Chine commence aujourd'hui à entrer, ou se prépare à entrer, dans l'époque de la tertiarisation de son économie, comme l'indiquent toutes les séries, ce pays n'en conserve pas moins un fort ancrage dans la production matérielle, qu'elle soit agricole (23%) ou industrielle (29%). Selon les trois critères retenus dans cet article (valeur ajoutée, emploi, investissements) le poids de l'industrie serait respectivement de 40.7%, 29.1% et 37.5%.

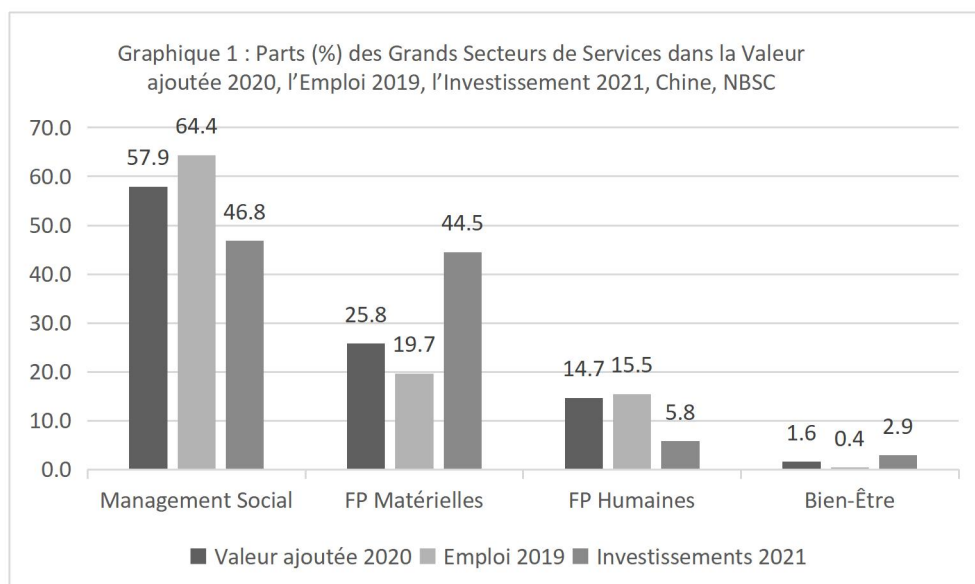
Le tableau 2 et le graphique 1 visent à montrer quelle est la structure (%) des services en Chine. Les calculs qui y figurent ont donc été effectués par rapport au total des services (production matérielle exclue) et non par rapport au total de l'économie. Ils proviennent de ce que l'on appelle, dans le présent article, la série 2 de l'emploi, dont il sera donné plus tard l'explication. Ils donnent une idée de l'importance, pendant les années (2019-2021), des différentes catégories de services et de leurs composants au sein de la catégorie «Services», ou Production Non Matérielle.

Tableau 2 : Production Non Matérielle en Chine (2019-2021)				
Grands Secteurs	Comprenant:	(%)		
		Valeur Ajoutée	Emploi	Investissements
		2020	2019	2021
Management		57.9%	64.4%	46.8%
Social				
	Administration	9.0	5.5	1.3
	Commerce	34.6	56.5	45.2
	Finance	14.3	2.3	0.3
Forces Productives		40.5%	35.2%	50.3%
Matérielles	Transport	8.9	5.2	15.7
	Information	6.2	1.3	1.9
	Recherche	5.2	1.2	1.9
	Environnement	3.8	0.7	20.8
	Services aux Entrprises		11.3	4.2
Sous-total FPM		25.8%	19.7%	44.5%
Humaines	Education	7.1	5.3	3.3
	Santé	4.4	2.8	2.0
	Ménages	3.2	7.4	0.5
Sous-total FPH		14.7%	15.5%	5.8%
Bien-être		1.6%	0.4%	2.9%
SERVICES		100.0%	100.0%	100.0%

On peut faire les remarques suivantes.

- 1) L'économie chinoise n'est pas une économie de «bien-être» sur le modèle de l'abbaye de Thélème, chère à Rabelais. Le bien-être «supérieur», ici représenté par la Culture et les Sports, pèse pour environ 1.5% à 2% dans l'économie. L'économie chinoise est une économie de rareté, en développement. Le terme de «Welfare», que l'on a repris pour nommer ce secteur, ne désigne pas les allocations diverses accordées aux travailleurs, comme dans les pays capitalistes d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ils désignent des services destinés à la pleine satisfaction, physique et intellectuelle, des personnes concernées.
- 2) Les deux grands secteurs de services de l'économie chinoise sont ceux du management de la société (sa gestion sociale) et du développement des forces productives. Par «services de management de la société», il faut comprendre les services représentatifs du fonctionnement des rapports sociaux qui, en Chine, sont des rapports non-marchands socialistes faisant une place aux rapports marchands capitalistes. On note la place modeste occupée par la gestion administrative. La faiblesse relative de la fonction bureaucratique est un trait ancien de la société chinoise. L'usage intensif d'internet y contribue aujourd'hui.
- 3) La fonction commerciale en revanche, qu'il s'agisse du commerce des biens de consommation finale et productive ou des logements, y est dominante.
- 4) L'intermédiation financière réalise une importante valeur ajoutée avec relativement peu d'emplois et peu d'investissements.
- 5) Les fonctions de développement des forces productives concernent d'abord les forces productives matérielles, qui ont trait aux ressources et au capital fixe. Pour l'instant, les activités de développement des forces productives humaines sont importantes mais viennent après celles du développement des forces productives matérielles.

Au total, on note l'importance des services de gestion dans la phase primitive du socialisme chinois. Passer à une phase plus intensive pourrait consister à réduire les dépenses de gestion sociale et à reporter les économies ainsi réalisées sur la dépense de développement des forces productives. Il pourrait ensuite advenir que les dépenses afférant au développement des forces productives humaines deviennent plus importantes que celles relatives aux forces productives matérielles.



Cela pourrait enfin se traduire par l'augmentation des dépenses de bien-être.

DEUXIEME PARTIE

DESCRIPTION DETAILLEE DE L'EVOLUTION DES SECTEURS DE PRODUCTION ET DES SERVICES EN CHINE JUSQU'EN 2019-2021

Le moins que l'on puisse dire est que les publications annuelles réalisées par le Bureau national des statistiques de la Chine n'ont pas été faciles à utiliser pour cette étude. Mais cela est vrai dans tous les pays et pour tous les sujets. Il faut donc s'accommoder des statistiques existantes.

La description de l'évolution sectorielle de l'économie chinoise repose sur des statistiques de deux sortes.

D'une part, ce sont des résultats très globaux relatifs à l'intervalle (1978-2021) (soit 43 ans), portant sur l'emploi de l'ensemble des secteurs, en distinguant la production matérielle et la production non matérielle. Ils prennent appui sur ce que l'on a appelé la série 1. Ce sont ensuite des résultats sectorialisés, ou série 2, relatifs à la valeur ajoutée, à l'emploi et à l'investissement, mais pour une durée plus courte, commençant en 2004 et se terminant selon les cas en 2019, 2020 ou 2021.

Concernant l'emploi, il existe donc deux séries. Elles sont différentes. La série 1 commence en 1952. C'est une série de l'emploi à la fois globale et longue, en 3 grands secteurs (primaire, secondaire, tertiaire). La série 2 est plus courte, puisqu'elle commence en 2004. Elle présente deux avantages.

Le premier est de fournir des données sur l'évolution de l'emploi par secteurs de services avec un certain détail alors que la série 1 ne donne qu'une indication globale sur l'emploi tertiaire.

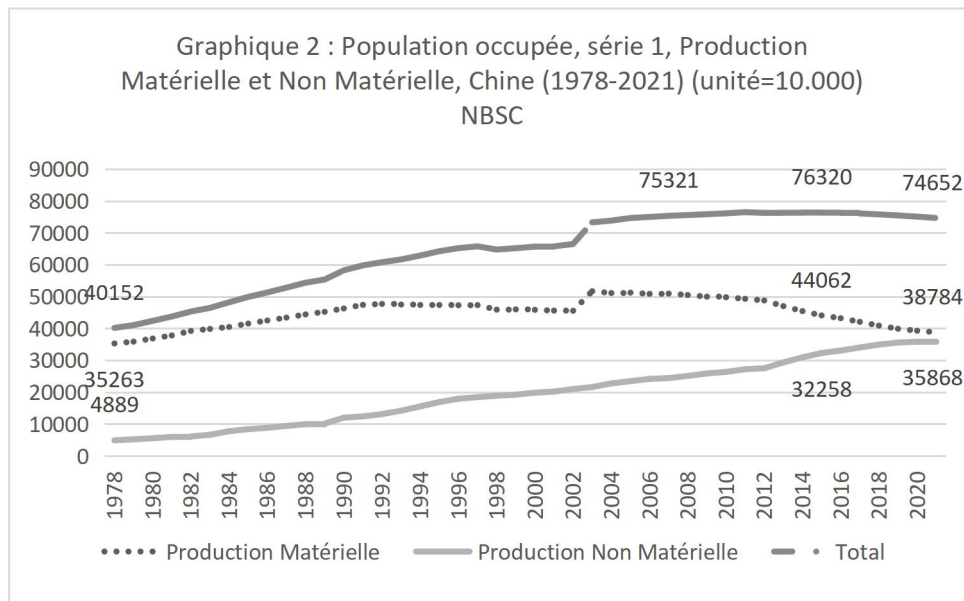
Le deuxième est de repérer, mieux que précédemment les nouveaux métiers. Cela dit, elle n'est pas cohérente avec la série 1 et, pour l'instant, elle est arrêtée en 2019.

On se propose de décrire, dans une première sous-partie, l'évolution globale de l'activité économique en Chine, de 1978 à 2020 en prenant appui uniquement sur les données relatives à l'emploi, c'est-à-dire en utilisant la série 1. Ce faisant et tout en sachant combien l'exercice était criticable, on a utilisé quelques données permettant de sectorialiser cette évolution globale, depuis 1978, pour ce qui concerne les services.

Dans une deuxième sous-partie, l'évolution détaillée des services en Chine est décrite pour la valeur ajoutée, l'emploi (série 2) et l'investissement. C'est en effet à partir de 2004 que la nouvelle nomenclature détaillée des activités fut mise en œuvre.

1) Production matérielle, Production non matérielle et Grands secteurs des services en Chine sous l'angle de l'emploi (1978-2019).

Le graphique 2 montre l'évolution globale de l'économie chinoise vue à travers le prisme de l'emploi, depuis 1978.



Il indique plusieurs phénomènes importants. Le premier a trait à la population totale occupée, qui fut multipliée par 1.9 de 1978 à aujourd'hui. Elle a atteint son maximum en 2014 et va diminuer. La conservation du niveau actuel de production, *a fortiori* son accroissement, vont donc supposer de gros investissements matériels et humains. Le deuxième concerne la population occupée de la production non matérielle, ou services. Cette population a été constamment croissante depuis 1978. Aujourd'hui, elle est quasiment à part égale avec la population occupée de la production matérielle, respectivement 48% et 52%. En toute vraisemblance, elle continuera d'augmenter, en nombre et en proportion. Le troisième phénomène important est donc que la population agricole et industrielle occupée va très sensiblement se réduire.

L'économie chinoise n'est plus l'économie rurale qu'elle était en 1952 et même en 1978, avec, respectivement, 82% et 71% de sa population relevant du secteur primaire. Ce n'est pas pour autant une économie de services au sens capitaliste et occidental du terme, c'est à dire une économie mondialisée, centrée sur les transports, la finance, l'armement. C'est une économie à la fois industrielle (29%), agricole (23%) et de services (48%), qui va nécessiter de très gros investissements, que ce soit dans la production matérielle, en raison de la baisse de la natalité et du vieillissement général de la population, ou dans la production non matérielle, parce que les services sont aussi de gros investisseurs.

Dans une version initiale de cet article, on avait essayé de voir comment avait évolué l'emploi dans les grandes catégories de services depuis 1978. Pour ce faire, on avait utilisé le classement sectoriel, reproduit dans l'annuaire statistique 2005 de la Chine (tableau 5-6), effectué pour l'intervalle 1978-2002 et pour l'intervalle 2003-2004 (tableau 5-2). Puis on avait cherché à raccorder cette série aux nouvelles statistiques sectorielles parues depuis 2004.

On a rapidement abandonné cette recherche, qui exigerait, pour aboutir, un travail spécifique.

2) Analyse sectorielle de l'évolution des activités de service en Chine, depuis le début du 21^e siècle.

On se propose, dans cette sous-partie, de montrer plus en détail comment ont évolué les grands secteurs de services (Management social, Forces Productives matérielles et humaines, Bien-Être) de l'économie chinoise, et les secteurs qui les composent, en examinant les séries relatives à la valeur ajoutée (2004-2020), à l'emploi (2004-2019) et à l'investissement (2004-2021).

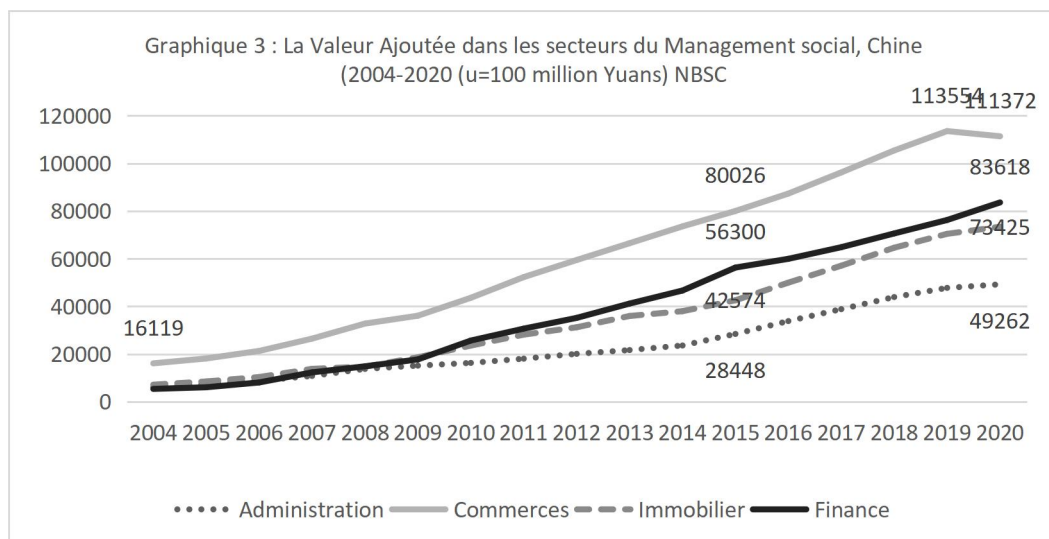
Pour chaque grand secteur de services, on procède en deux temps, en montrant comment y ont évolué les quantités et ensuite les proportions.

A) Le Management social

a) les quantités

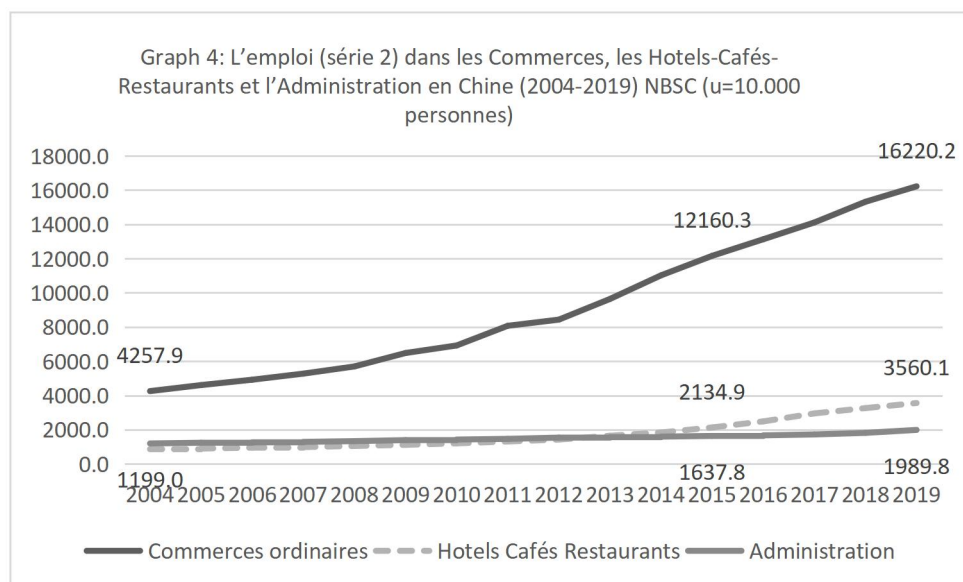
L'économie chinoise est une économie jeune et en développement. Elle est donc caractérisée par des quantités quasiment toutes croissantes. Mais on observe ensuite que les proportions entre ces quantités peuvent varier. Ce sont les inflexions de la politique économiques et de la conjoncture qui sont à l'origine de ces variations. Dans les paragraphes suivants, on a donc examiné le détail des quantités puis des proportions pour chaque grand secteur et en leur sein.

Voici, selon les trois critères, les graphiques représentant les évolutions concernant les quantités et les proportions des composantes du secteur du Management social. Le graphique 3 est relatif à la valeur ajoutée.



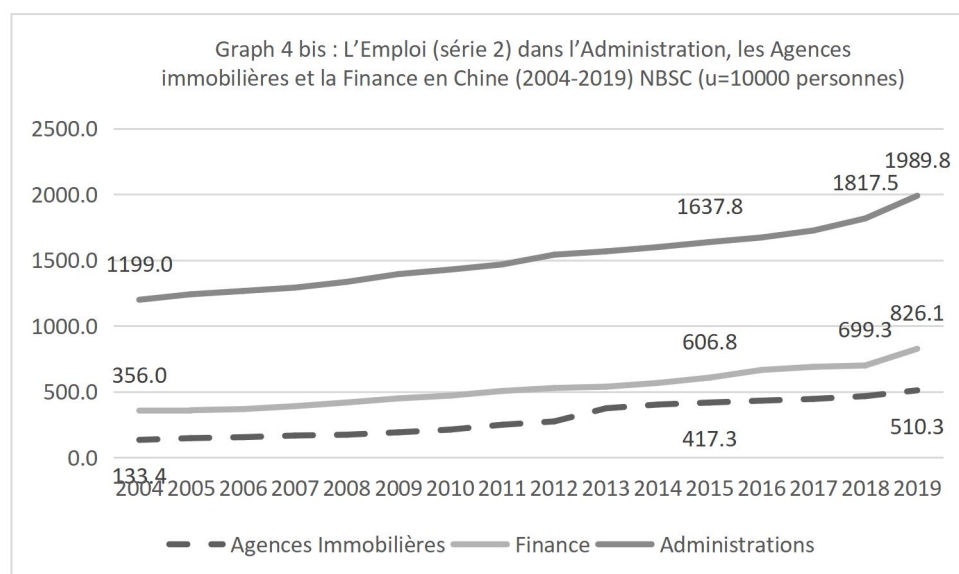
Le sous-groupe du Management Social est un poids lourd au sein des services et au sein de l'économie chinoise. Il est la somme de 4 sous-secteurs. Les commerces ordinaires y occupent la première place que ce soit pour la production de valeur ajoutée ou pour les emplois.

Pour des raisons d'échelle, l'emploi de ce grand secteur a été représenté sur deux graphiques distincts. En 2019, les commerces ordinaires et les hôtels, cafés et restaurants employaient près de 200 millions de personnes.



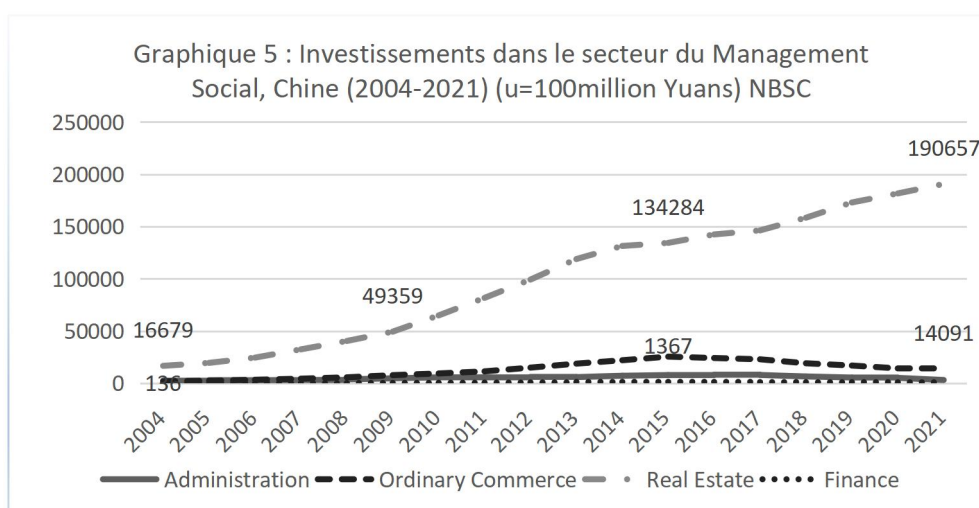
L'Administration centrale en employait 10 fois moins (20 millions).

Comme le montre le graphique 4 bis, l'emploi dans les banques et les agences immobilières est inférieur à celui de l'Administration centrale mais d'un même ordre de grandeur. On doit noter cependant que, en Chine, l'emploi administratif est non seulement l'emploi central. C'est également l'emploi provincial et bien d'autres lieux d'emploi. La connaissance de tout le personnel administratif chinois est encore imprécise.



Cette hiérarchie dans la valeur ajoutée et dans l'emploi reflète les rapports sociaux dans lesquels fonctionnent ces activités. En effet, les commerces sont plutôt marchands et l'administration est non marchande. Elle ne fait pas de profits et ses prestations sont souvent «gratuites». Elle ne fait donc pas autant de valeur ajoutée que les commerces. On voit qu'en 2020, la valeur ajoutée des commerces a diminué sous l'effet de la pandémie, mais que les banques et les assurances n'en ont pas subi les effets.

En ce qui concerne les investissements (graphique 5), les commerces investissent beaucoup. Mais dans ce cas, il s'agit surtout des investissements auxquels procèdent les compagnies immobilières. L'immobilier est un secteur dynamique car la Chine s'urbanise et la population se loge dans des logements neufs. Les commerces ordinaires investissent plus que les banques et l'Etat, mais leurs investissements diminuent régulièrement depuis 2015.



b) Les proportions

Dans le tableau 3 figure un résumé de ces proportions pour le grand secteur du Management social et pour ses composantes, situé dans l'ensemble des services. et de leur évolution.

Les pourcentages sont calculés par rapport à l'ensemble des services. Les colonnes (Δ pts de %) indiquent les variations, en points de pourcentages, entre 2004 et 2019, ou 2004 et 2020, ou 2004 et 2021, selon chacun des trois critères d'observation.

Tableau 3 : Management social, proportions (%) et variations (pts de %) de la valeur ajoutée, de l'emploi, de l'investissement par rapport au Total des services, Chine (2004-2019/20/21), BNSC								
	Management Social		Administration		Commerces		Finance	
	-	Δ	2019	Δ	2019	Δ	2019	Δ
Valeur ajoutée 2020	58.1%	(+4.1)	9.0%	(-0.5)	33.8%	(-2.3)	15.3%	(+6.9)
Emploi 2019	64.3%	(+5.3)	5.5%	(-4.9)	56.5%	(+11.1)	2.3%	(-0.8)
Investissements 2021	46.8%	(-6.0)	0.7%	(-5.3)	45.9%	(-0.6)	+0.2%	(-0.1)

Le poids global de la fonction management a augmenté de 4.1 points de pourcentages par rapport à 2004, en ce qui concerne la valeur ajoutée. Ce qui veut dire qu'en 2004, ce poids était de $(58.1\% - 4.1) = 54.0\%$ dans l'ensemble des services. Il a augmenté de 5.3 points de pourcentages pour l'emploi et a diminué de 6.0 points pour l'investissement.

Les trois colonnes suivantes, relatives aux composantes de la fonction «Management Social», fournissent des éléments empiriques d'explication. L'évolution de la colonne «administration» est partout négative, en particulier pour l'aspect «investissement». La composante «administration» apparaît donc comme étant une composante «en régression quantitative» relative de l'intervalle et son évolution contribue à la diminution de la dimension «investissement» de la fonction «Management Social».

De son côté, la composante «Finance» est une composante dynamique de cette fonction. La Finance, c'est-à-dire les banques et les assurances, dégage de la valeur ajoutée, mais son emploi et ses investissements diminuent en part relative. Ce secteur contribue donc seulement à l'augmentation de la part relative de la valeur ajoutée de la fonction globale. On verra, dans la troisième partie de ce texte, quelle peut être la signification macroéconomique de ce double mouvement contraire concernant la valeur ajoutée et l'investissement.

Au total, pour résumer le secteur du Management social, on dira que les commerces ordinaires font de l'emploi et de la valeur ajoutée, les agences immobilières font de l'investissement et la finance fait de la valeur ajoutée. Evidemment, cela n'empêche pas les autres secteurs de faire aussi de la valeur ajoutée, de l'emploi ou de l'investissement. Mais ils le font en bien moindre quantités et leurs proportions varient au cours du temps.

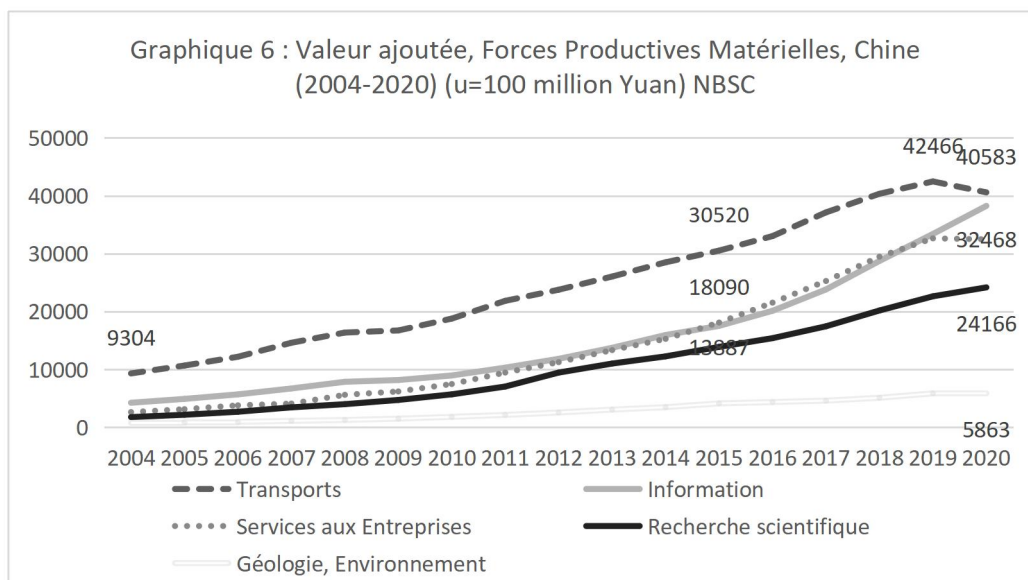
L'Etat central est apparemment «le moins bon élève de la classe». Cela dit, entre 2004 et 2020, sa valeur ajoutée a augmenté en part relative et son investissement a diminué. Quelle peut être la signification de cette évolution contrastée?

B) Les Forces Productives Matérielles

Le socialisme a notamment pour justification, dans sa phase primitive, de développer de manière intensive les forces productives, matérielles et humaines pour mieux satisfaire les besoins de la population et de la Nation. Comment décrire cet aspect du développement chinois en reprenant la présentation utilisée au point précédent?

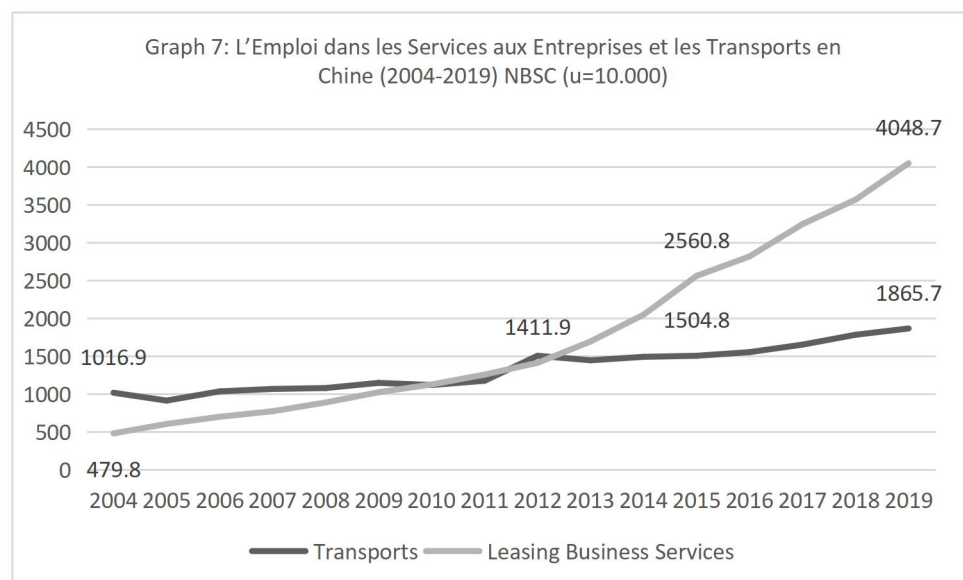
a) Les quantités

Le graphique 6 décrit l'évolution en valeur ajoutée des composantes du secteur des Forces productives matérielles. C'est un secteur en développement. Ses trois composantes les plus importantes, sous l'angle de la valeur ajoutée, sont les Transports, l'Information et les Services aux entreprises. Les Transports et les Services aux Entreprises ont été affectés par la pandémie mais celui de l'Information a, au contraire, prospéré. Le secteur de l'Environnement est faiblement productif de valeur ajoutée.

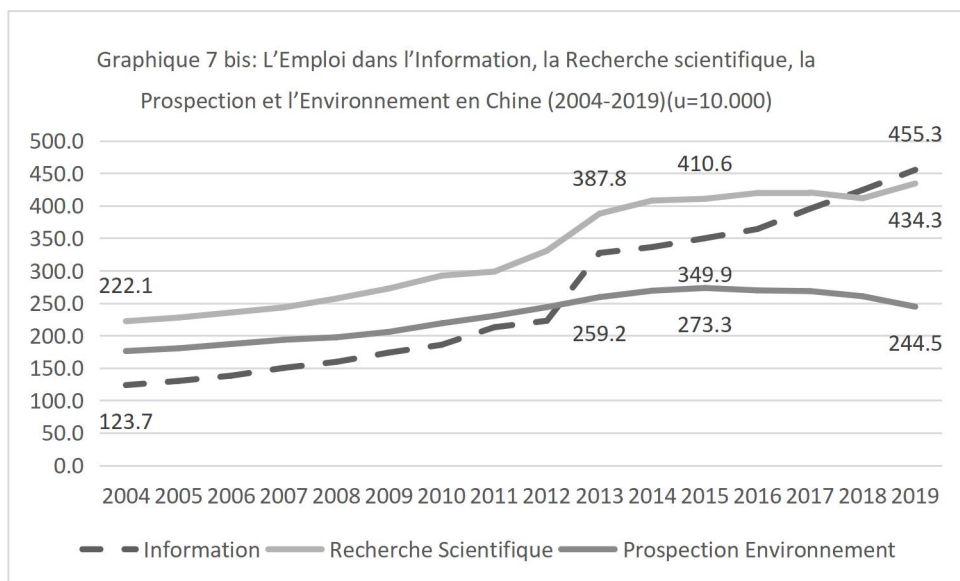


Les graphiques 7 et 7 bis, relatifs à l'emploi dans ce grand secteur, s'arrêtent en 2019, le Bureau de la Statistique n'ayant pas publié l'emploi des entreprises privées, Chine entière, pour les années 2020 et 2021. Il n'est donc pas possible d'y voir les premiers effets de la pandémie sur l'emploi de ces secteurs.

En raison des effets d'échelle, on a représenté séparément l'emploi des composantes Transports et Services aux Entreprises. Dans les deux cas les emplois augmentent, mais à partir de 2012, dans les Services aux Entreprises, à une vitesse supérieure à celle des Transports.

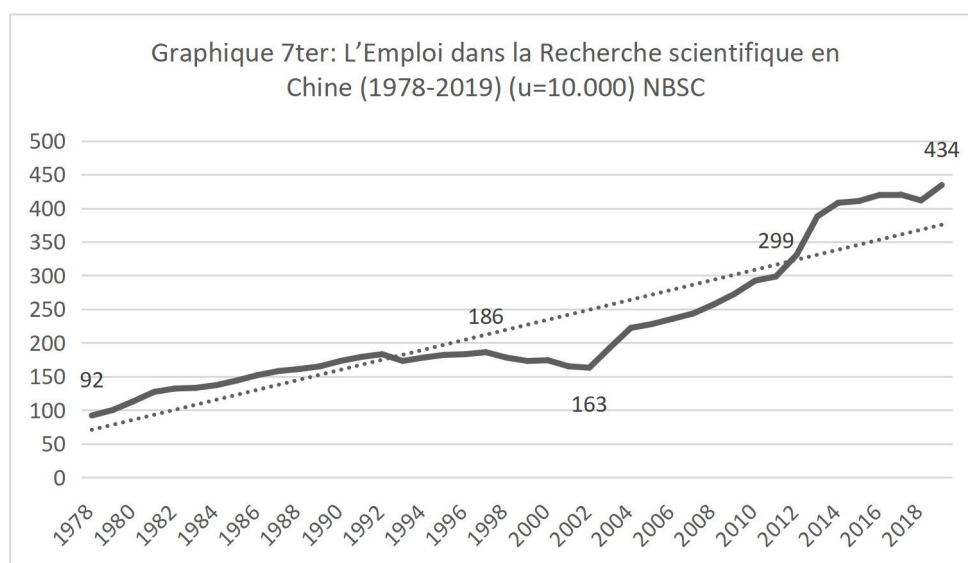


Le graphique 7 bis décrit l'évolution de l'emploi dans les trois autres composantes du secteur des Forces productives matérielles. L'emploi diminue dans la composante Propection, Environnement. C'est le seul cas de réduction absolue des quantités en Chine, au cours de l'intervalle.

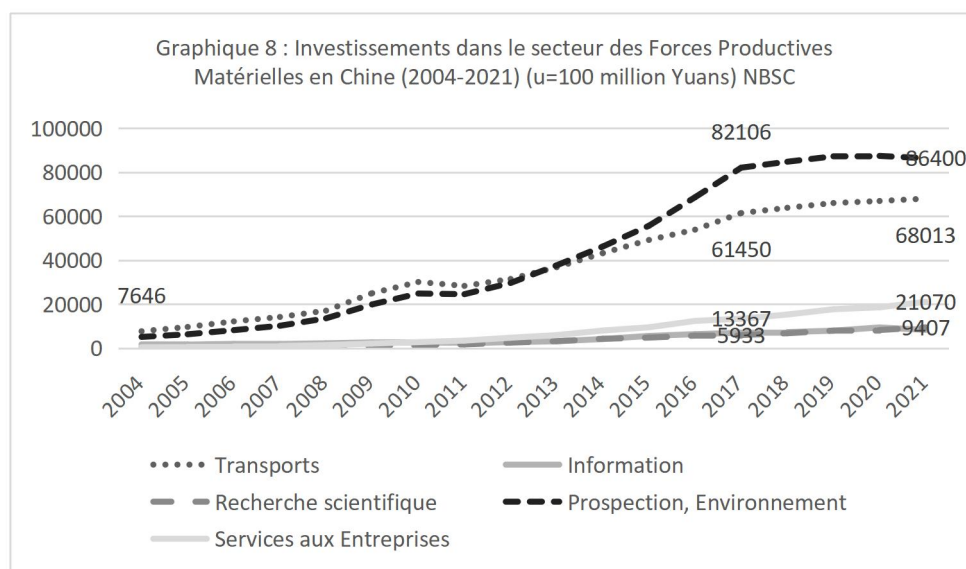


Il a semblé intéressant, à partir de données spécifiques sur l'emploi avant et après 2002, de présenter une série longue de l'emploi dans la Recherche scientifique dans la mesure où on peut supposer que les métiers afférant sont à peu près bien identifiés depuis longtemps. C'est une série brute. Les emplois indiqués sont vraisemblablement des emplois de scientifiques et d'assistants de toutes sortes.

Ce graphique montre cependant une tendance et différentes périodes. Il y aurait la période «Jiang Zemin/Zhou Rongji» de ralentissement de l'embauche et de dégraissage. Il y aurait ensuite la période «Hu Jintao/Wei Jiabao» de valorisation renouvelée du travail scientifique. Avec «Xi Jinping/Li Keqiang», cette politique de valorisation est poursuivie et l'évolution est située au dessus de la tendance de long terme.



Le graphique 8, relatif aux investissements, montre que les Transports et L'Environnement sont les gros investisseurs de ce grand secteur mais que leurs investissements sont sensiblement ralentis depuis 2017.



b) Les proportions

L'examen du tableau 4, concernant la part des Forces Productives Matérielles dans l'ensemble des services, conduit à faire les remarques suivantes :

Tableau 4 : Forces Productives Matérielles, proportions (%) and variations (pts de %) de la valeur ajoutée, de l'emploi, de l'investissement par rapport au Total des services, Chine (2004-2019/20/21) NBSC.												
	FP MATERIELLES		Transports		Information		Recherche		Environnement		Services aux Entreprises	
	%	Δ	%	Δ	%	Δ	%	Δ	%	Δ	%	Δ
V.A 2020	25.8%	(-3.2)	7.4%	(-7.0)	7.0%	(+0.4)	4.4%	(+1.7)	1.1%	(-0.1)	5.9%	(+1.8)
EMP 2019	19.7%	(+2.2)	5.2%	(-3.6)	1.3%	(+0.2)	1.2%	(-0.7)	0.7%	(-0.8)	11.3%	(+7.1)
INV 2021	43.2%	(+5.2)	15.2%	(-4.0)	1.8%	(-2.4)	2.1%	(+1.3)	19.4%	(+6.7)	4.7%	(+3.6)

1) Le poids économique des Forces productives matérielles peut être grossièrement estimé à 25%-30% du total des services. Ce poids a augmenté entre 2004-2019 et 2004-2021 pour ce qui concerne l'emploi et l'investissement mais il s'est réduit en ce qui concerne la valeur ajoutée. On observe donc dans ce secteur une évolution contraire de celle que l'on a repérée dans le secteur du Management social.

2) Le poids lourd de Forces productives matérielles est la composante Transports. Elle présente les traits suivants :

- Elle investit beaucoup, tout comme la composante Géologie, Environnement. Cela dit, sur l'intervalle, ses dépenses en investissements ont diminué.

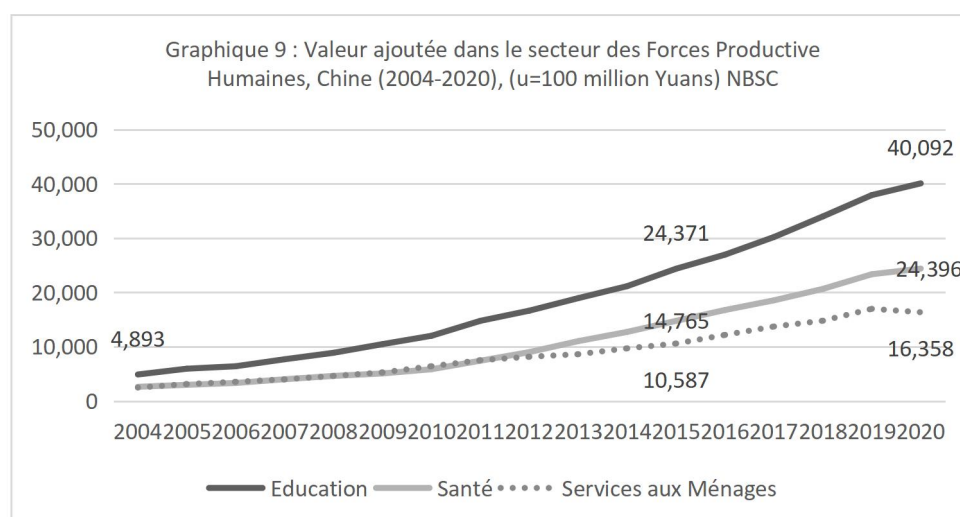
- Son évolution relative dans l'ensemble des services est partout négative, en valeur ajoutée, en investissements, en emplois. Ce poids lourd apparaît comme étant en déclin relatif. Sans doute certaines composantes internes à la composante Transports sont en plein essor. Mais globalement, les Transports sont en phase de maturité et de ralentissement, non d'expansion.
- En revanche, les composantes dynamiques de la fonction Forces Productives Matérielles, semblent être les Services aux entreprises, l'Information et la Recherche scientifique. La composante Géologie, Environnement (résumée par le terme Environnement), investit beaucoup, mais elle a réduit son emploi.
- La composante Information augmente, en part relative, sa valeur ajoutée. En revanche, ses investissements augmentent peu en quantité et diminuent en proportion.

C) Les Forces Productives Humaines

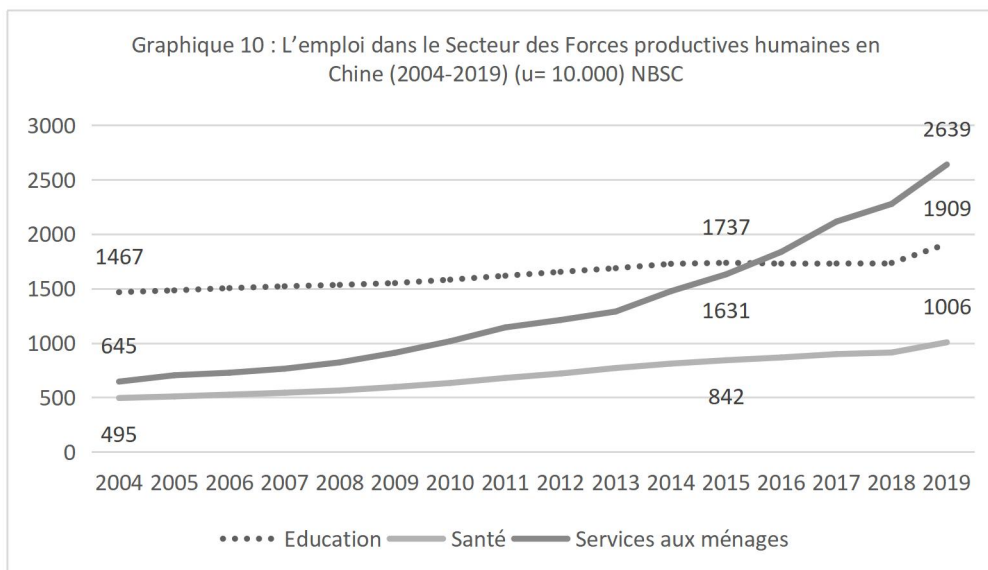
Ces sont les services dépensés pour accroître la capacité productive directe des travailleurs. Aux deux secteurs de l'Education et de la Santé fut joint celui des Service aux ménages. Cela simplifie certainement la réalité mais répond à l'hypothèse selon laquelle ces services aident les membres des familles en âge de travailler à satisfaire leurs obligations professionnelles.

a) Les quantités

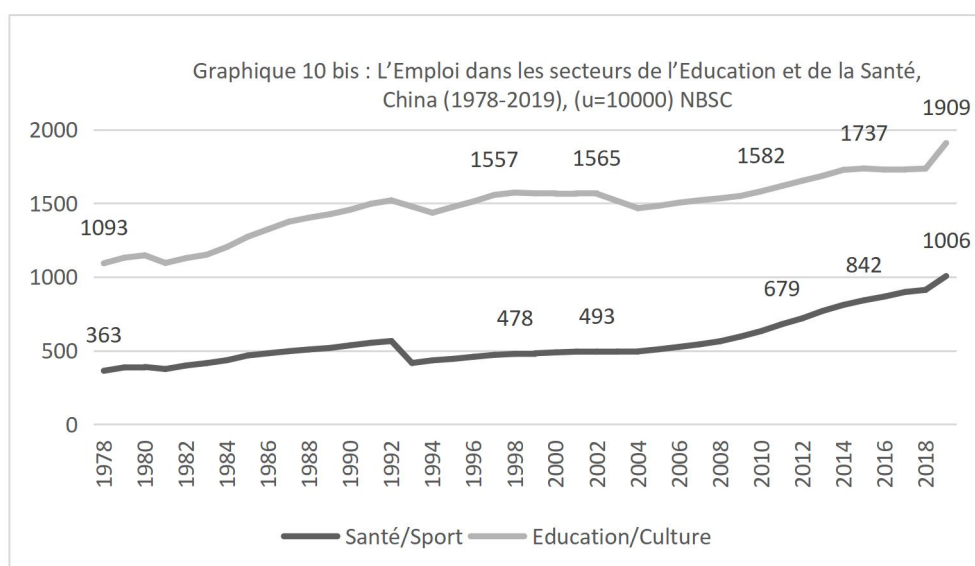
Les graphiques 9 à 11 montrent comment ces secteurs ont évolué sous l'angle de la valeur ajoutée, de l'emploi et de l'investissement. La valeur ajoutée (graphique 9) est croissante sur l'intervalle pour tous les secteurs, avec cependant les effets réducteurs de la pandémie en 2020, surtout sur les services aux ménages.



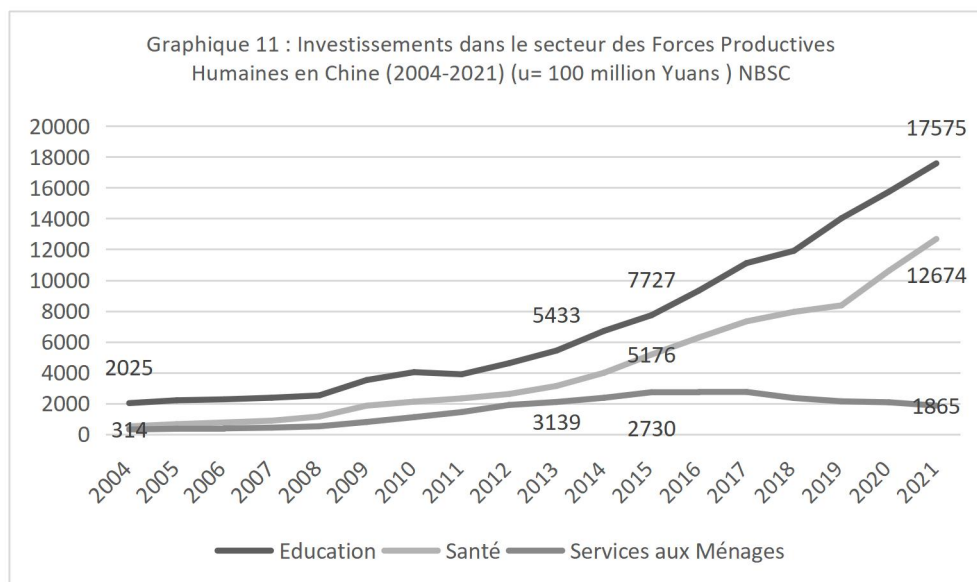
Le graphique 10 relatif à l'emploi montre qu'il a progressé dans les services de l'Education et de la Santé. Pour ce qui concerne les Services aux Ménages, l'emploi s'est littéralement envolé. Il a été multiplié par 4 au cours de l'intervalle.



Le graphique 10 bis a été joint à titre d'information, pour indiquer la tendance de l'évolution de long terme des emplois dans l'Education et la Santé en Chine. On peut supposer, en effet, que ces emplois sont aisément identifiables, quelle que soit l'époque. Les emplois de l'Education sont deux fois supérieurs à ceux de la Santé et leur tendance, sur tout l'intervalle, est à la hausse. Dans le secteur de la Santé, cette tendance est également à la hausse au cours des 10-15 dernières années.



Le graphique 11 concerne les investissements du secteur des Forces Productives Humaines. Ces investissements sont croissants pour les secteurs de l'Education et de la Santé, surtout depuis 2013. Ils sont décroissants pour les Ménages après cette date. Les Services aux Ménages créent de l'emploi mais sur la base d'un investissement unitaire plutôt faible. En revanche, les secteurs de l'Education et de la Santé créent relativement moins d'emplois (ils en créent cependant) mais ils investissent beaucoup. Ces investissements n'ont pas été négativement affectés par la pandémie.



b) Les proportions

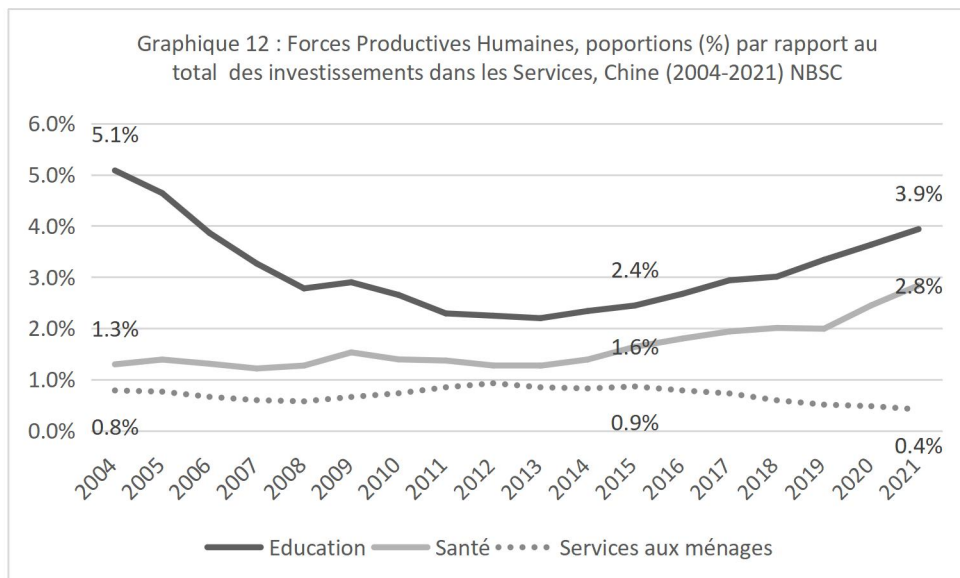
La fonction Human Productive Forces pèse environ 15% des services chinois. Sa position relative s'est globalement réduite au cours de l'intervalle, en ce qui concerne la valeur ajoutée et surtout l'emploi (tableau 5).

	Total		Education		Santé		Ménages	
	-	Δ	-	Δ	-	Δ	-	Δ
Valeur ajoutée2020	14.8%	(-0.7)	7.3%	(-0.3)	4.5%	(+0.4)	3.0%	(-0.8)
Emploi2019	15.5%	(-7.1)	5.3%	(-7.4)	2.8%	(-1.5)	7.4%	(+1.8)
Investissements 2021	7.1%	(0.0)	3.9%	(-1.7)	2.8%	(+1.5)	0.4%	(-0.3)

Le tableau 5 montre que, dans la valeur ajoutée totale des Forces productives humaines, sur l'intervalle, la part relative de l'Education diminue comme celle des Services aux ménages. Celle de la Santé augmente après 2011.

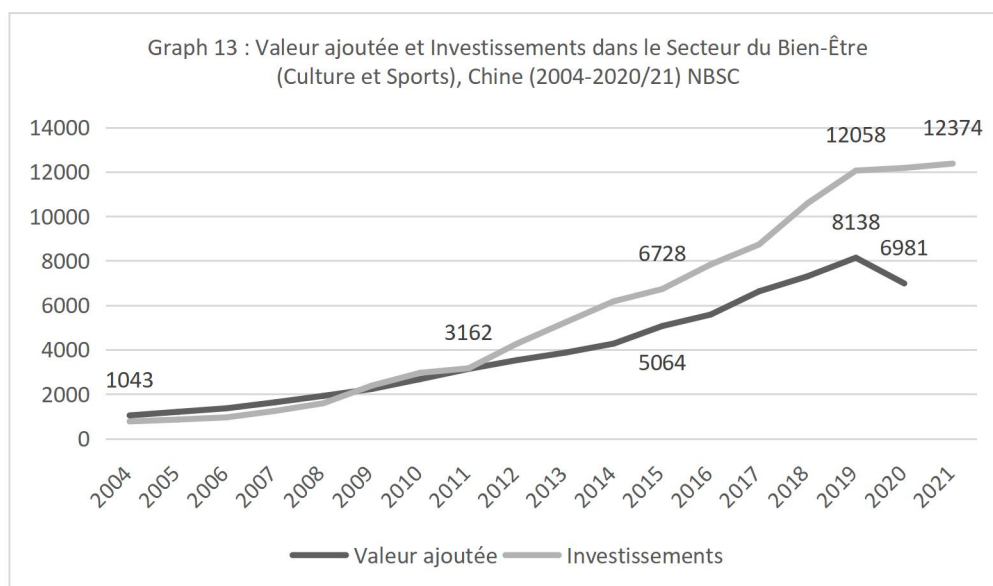
Au cours des vingt dernières années, l'Education a donc perdu de son importance relative alors que la Santé a connu une évolution contraire, quoique moins prononcée.

En ce qui concerne la part relative des investissements liés aux Forces productives humaines dans ce grand secteur, il semble que l'Education et la Santé aient été, après 2013, l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement.

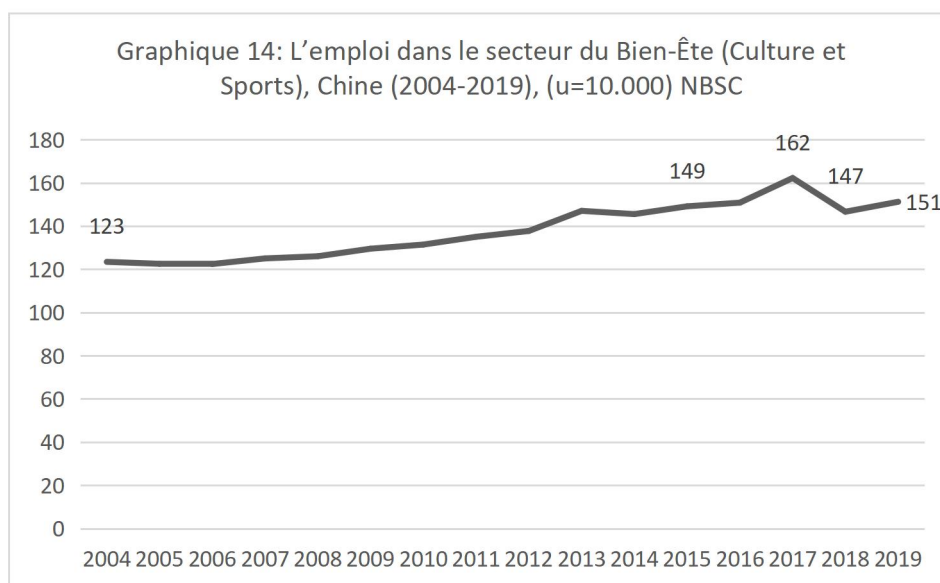


E) Le Bien-Être (Culture et Sport)

Cette grande fonction ne contient qu'un seul secteur, de moindre importance en Chine, même si son emploi est de 1.5 million de personnes. On en raccourcit donc très sévèrement la présentation en produisant seulement à son propos les graphiques 13 et 14. Le graphique 13 décrit l'évolution de la valeur ajoutée produite et de l'investissement réalisé. On voit que ce secteur consomme (investit) plus qu'il ne produit (valeur ajoutée). Il a été fortement touché par la pandémie.



Le graphique 14 décrit l'évolution de l'emploi sur l'intervalle.



La modestie quantitative de cette fonction ne signifie pas que la préoccupation du «bien-être» soit absente de la société chinoise. Ce que cette société recherche aujourd'hui est l'obtention d'un certain niveau de «moyenne aisance», de sécurité, d'accès aux dépenses nécessaires, pour tous. Tout cela procure aussi du bien-être. Le bien-être culturel et sportif auquel il est fait mention ici est un bien-être de qualité supérieure. La société chinoise cherche d'abord à procurer un bien-être ordinaire à tous ses membres. Il n'est d'ailleurs pas si facile de l'obtenir. Ensuite, les Chinois pourront penser à l'accès généralisé et croissant de tous à un bien-être de type supérieur.

Telle est la description sectorielle que l'on peut faire à l'aide des données disponibles, des activités en Chine, et plus particulièrement de celles de services, de leur évolution quantitative, absolue et relative, au cours des 20 dernières années pour la valeur ajoutée, l'emploi et l'investissement. On observe un développement quantitatif sur quasiment tous les points et dans tous les secteurs. Mais certains secteurs sont en réduction relative, d'autres secteurs sont en augmentation relative. On cherche maintenant à mettre de l'ordre dans ces évolutions apparemment désordonnées. Il semble qu'on puisse le faire en s'intéressant à la rentabilité macroéconomique des investissements effectués dans l'économie chinoise.

TROISIEME PARTIE

LA RENTABILITE MACRO-ECONOMIQUE DE L'ECONOMIE CHINOISE

A) LA RENTABILITE D'UNE ECONOMIE SOCIALISTE

Une économie socialiste, par définition, n'est plus une économie capitaliste, fonctionnant à l'intérieur de rapports sociaux privés dominants. C'est une économie de transition, issue du féodalisme ou du capitalisme, ou de leur mélange, et destinée à construire une économie communiste. C'est, par conséquent, une économie dans laquelle la rentabilité privée peut exister (il existe des entreprises privées en Chine) mais dans laquelle elle ne fait plus la loi.

La rentabilité demeure, cependant, un concept pertinent de conduite et d'analyse du fonctionnement d'une économie socialiste, comme de son développement, pour la raison que le travail y fonctionne sous la forme de valeur des marchandises et que c'est encore une économie de rareté. Mais le concept de rentabilité dispose alors d'une portée immédiatement macro-économique et de moyen/long-terme.

Alors que la macro-économie capitaliste est une conséquence de décisions privées décentralisées (c'est une macro-économie de «l'après-coup»), la macro-économie socialiste résulte, pour l'essentiel, d'anticipations et de décisions collectives et globales. L'économie est socialiste dans la mesure où elle est socialisée dans ses méthodes et sociale dans ses finalités (le peuple, la nation). Ces finalités définissent un projet social qu'il convient de réaliser.

Comment, dans ces conditions, définir «la rentabilité socialiste»? Quelles sont les quantités qu'une société socialiste, par exemple lorsqu'elle en est à ses débuts, comme c'est le cas de l'économie chinoise, se doit de maximiser, ou minimiser, et comment doit-elle le faire?

Pour répondre concrètement à ces questions, peut-être faut-il prendre en considération le fait qu'une économie socialiste en développement est une économie dans laquelle, d'une part, le système statistique en est encore à ses débuts. Il est peu vraisemblable, par exemple, que l'on en connaisse les stocks autres que ceux de la population. Quant aux flux, leur évaluation sera l'objet de grandes approximations. C'est d'autre part une économie dans laquelle les actifs réels, agricoles et industriels, sont peu nombreux.

Au total, c'est la connaissance des flux qui, dans une économie de ce genre, va pouvoir être réalisée le plus facilement et qui va compter. On y mesurera la rentabilité des investissements beaucoup plus que la rentabilité du stock de capital. C'est, semble-t-il, ce que l'on peut observer pour la Chine.

Définis comme il se doit pour un intervalle donné de temps, voici les ratios auxquels on peut penser. Selon le premier, qui est un ratio d'efficacité productive, la rentabilité socialiste serait la maximisation *ex-ante* (c'est-à-dire «à l'avance») de la valeur ajoutée macro-économique «produite» à l'aide de facteurs donnés.

La quantité de facteurs dont cette économie dispose étant définie, l'effort productif devrait tendre, *ex-ante*, à produire la valeur ajoutée totale la plus grande possible. Si K est la quantité de Capital (technique) en fonction au début d'un intervalle donné de temps et si VA est la valeur ajoutée qu'il est possible de produire avec K au cours de cet intervalle, VA/K est le ratio devant être maximisé au cours de cet intervalle. Mais en réalité, puisque K est quasiment impossible à mesurer, c'est à la mesure de VA/I , I étant le flux des investissements, que les services de planification s'intéresseront en premier. Ils chercheront à maximiser le retour sur investissements.

Cela étant, l'effort productif n'a pas seulement pour but de produire au mieux. Il a pour but de satisfaire des besoins, ceux du peuple et de la nation. Quelle doit être la répartition optimale de la valeur ajoutée (et sous quelle forme) correspondant à cette recherche de maximisation de la production?

On rappelle que la répartition comprend : 1) La consommation finale immédiate, que ce soit la consommation de la population (C_p) ou celle de la nation (C_n), 2) L'investissement (I) assurant la reproduction de l'ensemble.

Dans une économie capitaliste développée, les ratios importants pour le partage de VA sont les couples intimement liés des taux de la plus-value P/W et des taux de profit (P/K). P représente le profit que globalement s'approprient les capitalistes, K est le total de tous les capitaux qu'ils possèdent et mettent en œuvre, W est la somme des salaires (S) et des impôts (T) par l'intermédiaire desquels est effectuée la consommation finale ($C_p + C_n$), au terme des luttes, menées au cours de l'intervalle pour le partage de VA.

Dans une économie socialiste, la répartition de VA est certainement contradictoire mais elle n'est pas antagonique. Les rapports S/VA , P/VA ou T/VA , sont tous aussi importants les uns que les autres, tout en étant rattachés à la reproduction de l'ensemble. Dans le cadre du présent article, il est seulement question du rapport VA/I en liaison avec les secteurs et tout particulièrement les services.

L'intérêt des calculs relatifs à VA/I , repose sur l'idée simple suivante. Si $VA/I > 1$, l'économie socialiste peut fonctionner. Mais pour se développer et satisfaire encore mieux tant les besoins populaires que la reproduction économique, la valeur ajoutée associée à l'investissement doit être supérieure à $W + I$. L'investissement I du début de l'intervalle doit, au cours de l'intervalle, reproduire au moins ce qui va être consommé pendant l'intervalle, soit ($W+I$), et si possible davantage (une sorte de bonus) de façon à augmenter C et/ou I de l'intervalle suivant par rapport à l'intervalle actuel précédent. Soit $VA/I > 1 + W/I$.

En faisant l'hypothèse d'une économie simplifiée, sans consommations collectives, et en remplaçant W par $s.N$ (le salaire unitaire moyen que multiplie l'emploi total), il vient :

$$VA/I > 1 + s. N/I = 1 + s.\alpha$$

α est un coefficient technique (N/I). C'est un volume d'emploi par unité de capital technique investi. On admet qu'il est constant dans le court terme, mais qu'il varie dans le moyen-long terme. Dans une économie socialiste en développement, même disposant d'une grande quantité de main-d'œuvre, il paraît néanmoins justifié de définir l'efficacité de l'investissement par $d\alpha/\alpha < 0$.

L'investissement est efficace quand, dans un contexte donné, la quantité d'emplois utilisé par unité d'investissement diminue. Dans une économie socialiste, même considérée dans le court terme, l'investissement n'a pas pour finalité d'employer la main-d'œuvre disponible. Il a pour finalité de satisfaire les besoins au moindre coût en travail. Dans un terme aujourd'hui lointain, ce coût en travail devrait être minime et laisser beaucoup de «temps libre» à la main-d'œuvre.

Essayons de résumer ces divers points.

Tout d'abord, VA/I doit être positif et si possible plus grand que 1. C'est une évidence. Cette condition n'est pas difficile à réaliser à notre époque, eu égard au degré de productivité atteint par le travail et les techniques.

Cela dit, il peut aussi se faire que, dans une économie capitaliste ou dans une économie socialiste, où les rapports marchands ne sont pas les seuls à fonctionner, l'investissement n'engendre pas un retour de valeur ajoutée égal à son propre montant. C'est le cas en Chine pour certains services comme on l'a déjà vu pour la Culture et les Sports. Que faire dans ces conditions?

Il est clair que les rapports socialistes de production permettent d'autres réponses que ceux d'un régime capitaliste. Cela ne signifie pas que, dans une société socialiste, on puisse «dépenser sans compter». La question doit ou peut y être alors posée de savoir quelles sont les raisons de cette «insuffisance». Et surtout, on doit peut-être se demander, en faisant en sorte que l'appareil statistique le permette, si les calculs en valeur marchande ne doivent pas être complétés par d'autres calculs.

La valeur marchande est une image indirecte du travail. Une image directe ou plus directe du travail ne serait-elle pas utilement complémentaire, surtout à une époque où les rapports sociaux sont de plus en plus socialisés et où les interdépendances (ce que les économistes académiques appellent les effets externes) se développent?

Ensuite, VA/I doit être plus grand que 1. De combien? Cela dépend du coefficient technique α et du salaire unitaire moyen. Si $VA/I < (1 + s.\alpha)$, le développement de l'économie (sa reproduction élargie) sera financé par création monétaire sans production correspondante. Cette situation s'accompagne généralement de ce qu'on appelle des tensions inflationnistes.

Mais des tensions de ce genre, en raison de l'existence d'un pouvoir économique central et socialisé, sont maîtrisables dans une économie socialiste, et elles le sont sans doute plus facilement que dans une économie capitaliste, décentralisée et antagonique. Elles ne peuvent néanmoins dépasser certaines limites en raison de l'insertion inévitable de cette économie dans le marché mondial.

Quoiqu'il en soit, si les gouvernants connaissent s , le salaire moyen, il n'est pas sûr qu'ils connaissent α , le coefficient d'efficacité du capital matériel. Ce dont ils peuvent être certains, cependant, est que les producteurs feront pression sur eux pour que s augmente, sans attendre que la productivité de l'investissement ait atteint tel ou tel niveau. De cette productivité, les producteurs n'ont, éventuellement, comme les gouvernants, qu'une connaissance intuitive, le plus important, pour eux, étant la croissance de s .

De cela résulte que les gouvernants d'une société socialiste ont besoin de rechercher systématiquement la mise en place de processus favorisant l'efficacité productive de leurs investissements même s'ils ne connaissent pas la mesure de N/I et de son évolution. Ils doivent faire en sorte que VA/I soit croissant et si possible constamment croissant. La productivité du travail (VA/N) doit croître plus rapidement que l'inverse du coefficient de capital α , soit I/N .

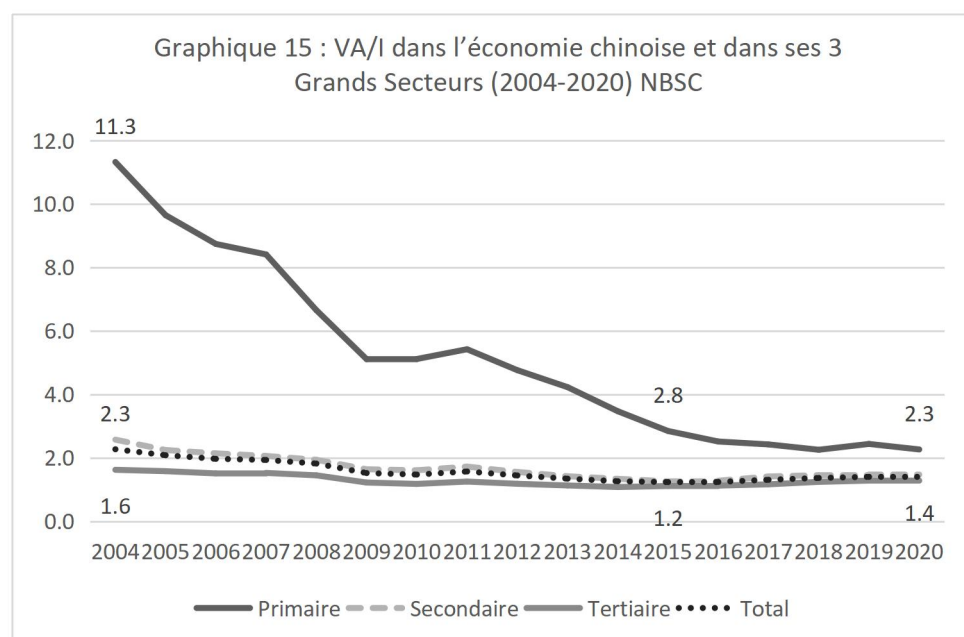
C'est un objectif qu'ils doivent absolument atteindre et dont ils doivent en permanence améliorer la réalisation, d'une part pour mieux satisfaire les besoins des producteurs (augmentation de s) sans attendre que ces derniers se mettent en colère, et d'autre part pour tendre à respecter l'inégalité représentative du développement équilibré de leur économie ($Y/\Delta K > 1 + s.\alpha$)

On se propose, dans la suite de ce texte, de montrer comment le rapport VA/I a évolué au cours des vingt dernières années dans l'ensemble de l'économie chinoise et pour les services, puis on cherchera à expliquer cette évolution.

B) L'ECONOMIE CHINOISE DES VINGT DERNIERES ANNEES ET LES RETOURS SUR INVESTISSEMENTS DANS CETTE ECONOMIE

1) Economie Globale de la Chine, Production Matérielle, Production Non Matérielle

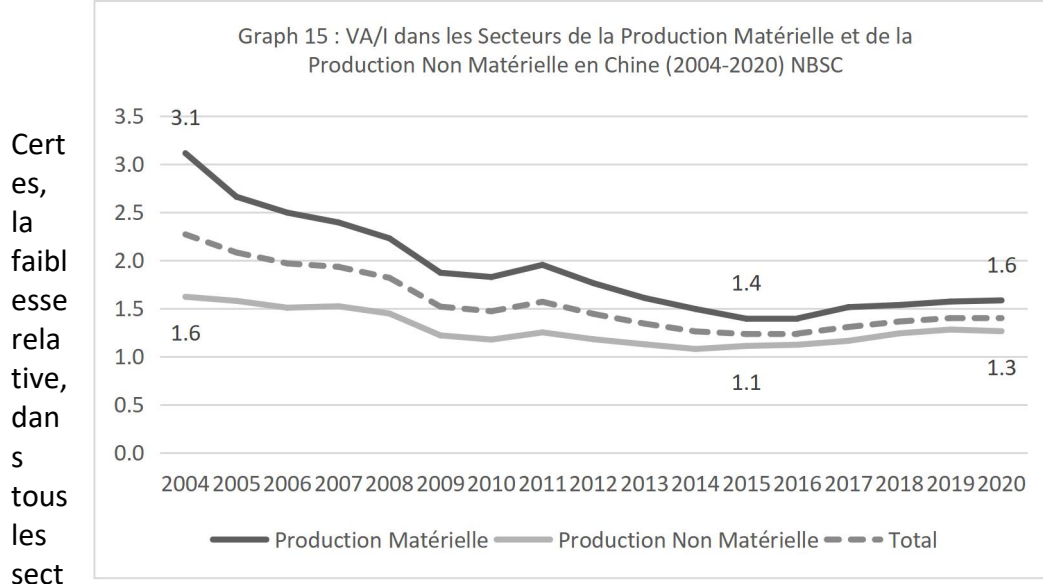
On s'est d'abord demandé quel avait été le rapport VA/I et comment il avait évolué dans l'ensemble de l'économie chinoise et dans ses trois grands secteurs (primaire, secondaire, tertiaire). Le graphique 15 décrit cette évolution pour l'ensemble de l'économie chinoise et pour les secteurs en question.



Ce rapport a baissé sur tout l'intervalle, globalement et pour les trois grands secteurs de cette économie. En 2004, il était quatre fois plus grand dans le secteur primaire que dans les autres secteurs. Cet écart est aujourd'hui quasiment résorbé. Toutefois, l'idée générale se dégageant de ce graphique est doublement pessimiste. D'une part, plus le temps aurait passé, au cours des vingt dernières années, moins le rendement de l'investissement supplémentaire aurait été élevé. Il n'y aurait pas eu une phase d'abord croissante et ensuite décroissante de ce rendement. D'autre part, avec les effets d'échelle, il semblerait que cette tendance ait été continue.

Ces deux sortes de phénomènes méritent d'être expliqués et l'on se propose, dans le présent article, de commencer ce travail en vérifiant statistiquement si la tendance à la baisse du rendement macroéconomique de l'investissement a vraiment été continue, en Chine, depuis vingt ans.

S'il se trouvait qu'elle ait été interrompue, on pourrait mettre au clair les facteurs à l'origine de cette interruption, tout en cherchant ainsi à mieux comprendre les causes de la diminution l'ayant précédée.



eurs, au tout début de l'intervalle, de l'investissement par travailleur, pourrait expliquer cette évolution générale à la baisse. On ne doit pas oublier, en effet, que la modernisation rapide de l'économie chinoise a réellement commencé en 1998, avec Jiang Zemin et Zhou Rongji, et non en 1978, même si au cours de ces vingt années (1978-1998) d'importants éléments de modernisation furent introduits. ,

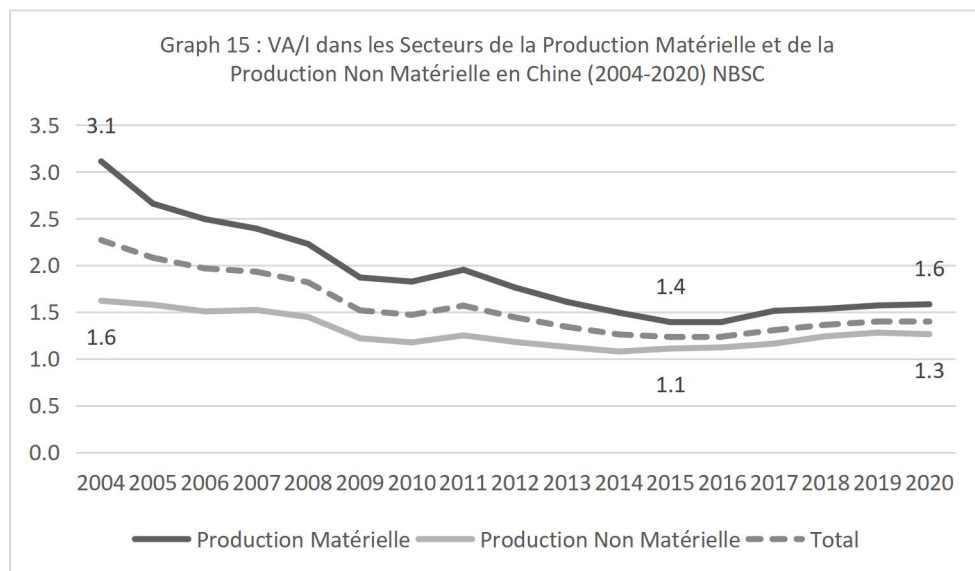
Cette faiblesse des débuts a pu être suivie de phénomènes tout à fait normaux. Les premiers investissements sont très rentables et ceux qui suivent le sont moins. Mais d'autres phénomènes ont pu intervenir, comme par exemple la mise en œuvre de comportements d'investissement engendrant des formes particulières de suraccumulation du capital. C'est notamment ce qui s'est passé après 2008. Les remèdes apportés à la très grande crise économique de 2007-2008 par le gouvernement Hu/Wei a eu pour conséquence involontaire d'amplifier en Chine le montant des investissements sans en accroître l'efficacité.

Cela dit, avant même d'entrer dans le détail de ces explications, il a semblé nécessaire de mettre au clair le profil statistique de cette évolution. Précisément, comme le montre le tableau 6, il semble que l'année 2015 ait été une année de redressement (industrie, services) ou de ralentissement (agriculture) de la tendance observée de baisse du rendements des investissements.

Tableau 6: VA/I pour les 3 grands secteurs et pour l'ensemble de l'économie en Chine (2004, 2015 et 2020)				
	Agriculture	Industrie	Services	Chine entière
2004	11.33	2.57	1.62	2.27
2015	2.84	1.26	1.11	1.23
2020	2.37	1.40	1.26	1.39
2020/2015 (%)	-16.5%	+11.1%	+13.5%	+13.0%

En raison des effets d'échelle et du grand écart ayant existé entre l'agriculture et les autres secteurs, la représentation, dans le graphique 15, des évolutions pour les secteurs secondaire et tertiaire, s'est trouvée «écrasée». On a donc confondu l'agriculture et l'industrie de façon à ne représenter l'évolution de VA/I que pour les deux seuls secteurs de la Production matérielle (Agriculture et Industrie) et de la Production Non Matérielle (Services).

Ce qui a permis de mieux observer, autour de 2015 (graphique 16), l'existence d'une tendance contraire, ayant pour effet l'élévation de VA/I dans ces deux grands secteurs. Il s'agit d'un «redressement», que l'on doit sans doute associer à la politique dite de «Nouvelle Norme» décidée par l'équipe gouvernementale de Xi Jinping en 2013.



Après 2015, le redressement global de VA/I a été continu, malgré les perturbations introduites en 2018 dans échanges mondiaux par le gouvernement des Etats-Unis. Il faudra voir quels troubles économiques aura pu engendrer, en 2021 et 2022, la pandémie, qui débuta en Chine dans les tous derniers jours de 2019. Mais en 2020, bien que l'on observe des baisses de valeur ajoutée et d'investissement dans certains secteurs, elle n'a pas eu pour conséquence de réduire l'efficacité macro-économique de l'appareil productif.

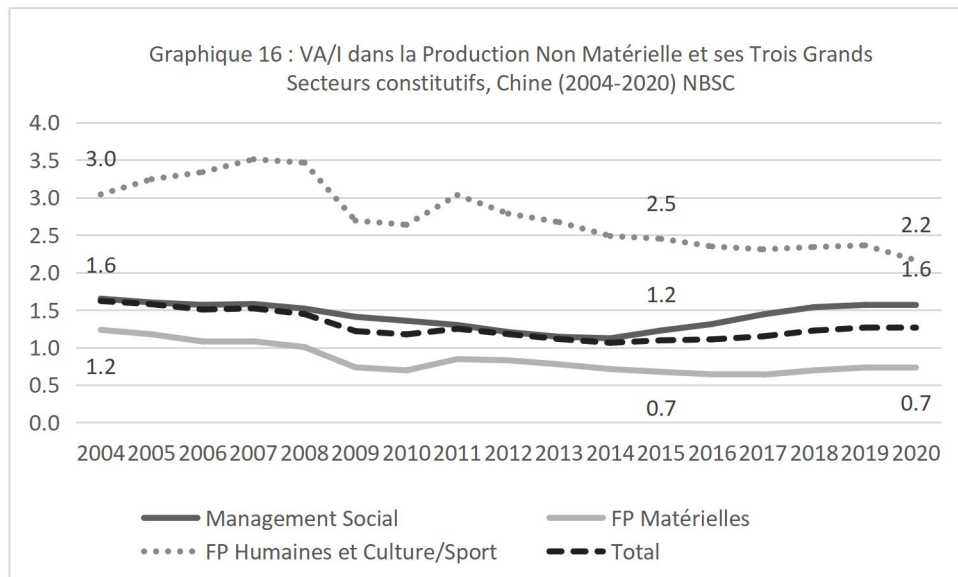
Cette dernière semble désormais solidement ancrée dans la pratique économique et politique de ce pays. Lors d'un récent discours prononcé le 7 février 2023 en introduction à une Session d'étude de l'Ecole du Parti du Comité central du PCC, le Président Xi Jinping déclarait : *«Les efforts doivent être déployés pour atteindre une efficacité supérieure à celle du capitalisme tout en maintenant plus efficacement l'équité de la société»* (Xinhua, 08/02/23). La liaison étroite et de masse entre l'efficacité et l'équité semble avoir été une préoccupation constante du Président depuis son élection en novembre 2012.

Au total, entre 2015 et 2020, la productivité de l'investissement dans toute la Chine a augmenté de 13.0%. Auquel des trois grands secteurs attribuer cette croissance? Ce ne peut être à l'agriculture puisque l'efficacité productive de l'investissement agricole diminue pendant cet intervalle. Peut-on l'attribuer à l'industrie? Aux services?

Comme les services sont désormais majoritaires dans l'économie chinoise (valeur ajoutée, investissements) ou en passe de l'être (emploi), il a semblé non seulement utile mais nécessaire d'explorer cette voie.

2) Les Services et leurs Grandes composantes

Les données annuellement publiées par le Bureau national de la Statistique chinoise permettent de mesurer VA/I, à la fois pour l'ensemble de l'économie et pour les 20 secteurs (dont 14 pour les services) qui en donnent le détail. Le graphique 16 décrit l'évolution de VA/I dans l'ensemble du Tertiaire en même temps que dans les trois Grands secteurs qui le composent. Pour simplifier l'observation, les secteur des Forces productives humaines et de la Culture et du Sport ont été confondus. Ce graphique montre plusieurs phénomènes.



Le premier est que, quand on entre dans le détail sectoriel des évolutions, on voit que VA/I n'a pas toujours été décroissant. Ce rapport est croissant jusqu'en 2008 pour les Forces productives humaines et la Culture/Sport. Il poursuit ensuite, à ce niveau, une histoire compliquée qui suppose une connaissance plus fine des évolutions.

Le deuxième concerne la date de retournement de la tendance. Cette date est variable : 2015 pour le Management social, 2016-2017 pour les Forces productives matérielles, 2017 pour les Forces productives humaines (confondues avec la culture et le sport). En ce qui concerne le revirement de la tendance, 2015 est la date qui ressort au niveau global des Services pour la raison que le Management social est le poids lourd des services. C'est sans doute aussi le secteur dans lequel il est le plus facile de limiter l'investissement et d'augmenter la valeur ajoutée.

Le troisième phénomène observable sur ces séries est l'effet de la crise des subprimes en 2008-2010 et celui de la pandémie sur les résultats de 2020. Globalement, aujourd'hui, ces effets sont amortis mais ils sont très visibles pour le secteur des Forces productives humaines, la Culture et le Sport.

Pour conclure cette partie, on en rappelle le point important. L'économie chinoise a été l'objet, dans ses trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire), de la baisse globale de la rentabilité en valeur ajoutée de ses investissements sur tout l'intervalle 2004-2020. Cependant, autour de 2015, ce mouvement de baisse a été ralenti ou redressé.

Sans doute, dans une économie socialiste telle que celle de la Chine, mesurer la rentabilité par la valeur ajoutée est une gageure, puisqu'un système de ce genre vise la disparition du marché et de la valeur marchande. Mais le socialisme chinois n'en est qu'à ses débuts. Son insertion dans le marché mondial et ses propres conditions internes de fonctionnement justifient que de tels calculs macroéconomiques soient effectués. Ainsi peut-on mieux comprendre que les variables observées augmentent ou baissent.

Dans le cas de la Chine, elles sont quasiment toutes en augmentation (avec néanmoins l'interruption causée par la crise de 2008 ou la pandémie de 2020), mais elles augmentent plus ou moins vite. Le réglage de l'économie est opéré par l'intermédiaire des différentiels de variations dans l'accroissement des quantités concernées. On cherche à expliquer, dans la quatrième partie de ce texte, quelles sont les variables actives de ces réglages.

QUATRIEME PARTIE,

EFFICACITE DE L'INVESTISSEMENT EN TRAVAIL MORT ET PRODUCTIVITE DU TRAVAIL VIVANT DANS LES SERVICES EN CHINE

Toute l'histoire de l'humanité fut jusqu'à ce jour, et le sera encore pendant un certain temps, un immense dialogue, orchestré par des rapports sociaux spécifiques, entre le travail mort et le travail vivant.

Le développement conquérant des rapports sociaux du capitalisme industriel à partir des 17^e-18^e siècles, et la domination exercée par les agents de ces rapports sur le monde entier a généralisé les échanges capitalistes et leurs divers marchés. C'est donc en valeur, et plus exactement en prix, que dans tous les pays, reliés entre eux par ces échanges, peuvent être effectués les calculs et les mesures montrant si le travail mort a mis en oeuvre efficacement le travail vivant.

A) GENERALITES

Il a fallu atteindre, au sein du système capitaliste, un certain degré de maturité et de socialisation des rapports sociaux pour que de tels calculs soient entrepris au plan macroéconomique. Ils ont servi à mieux évaluer à ce niveau, les conséquences des actions disparates, multiples, antagoniques, concurrentes, décentralisées, et seulement coordonnées après coup, des agents du capitalisme, pour tenter d'en corriger quelques graves incohérences.

Ces interventions compensatrices, et les décisions qui vont avec, ont toutefois disparu dans ce système après que les capitaux privativement appropriés fussent devenus si énormes que seule la mondialisation des rapports sociaux capitalistes a semblé pouvoir satisfaire leurs exigences de valorisation. Ce sont donc les pays d'économie socialiste, véritables héritiers de l'époque où les rapports capitalistes de production et de consommation fonctionnaient principalement sur une base nationale, qui sont en mesure de les reprendre à leur compte, mais en leur donnant l'impulsion et l'orientation des rapports sociaux socialistes.

Derrière la valeur, il y a globalement le travail. Mais concrètement, le travail est invisible et impalpable. Les capitalistes ne s'approprient pas du travail, mais de la valeur marchande. Le fait que les rapports entre le travail mort et le travail vivant soient, dans leur système, mesurés à l'aide de valeurs et non de travail est donc non seulement conforme aux possibilités techniques de l'époque mais à l'essence du fonctionnement capitaliste. Pour le capitalisme, la valeur est éternelle et doit l'être.

Joan Robinson avait certainement raison de critiquer la notion de volume global du Capital figurant dans l'économie politique académique du capitalisme. Mais dans ce système, comment faire autrement? Il faut sortir du système capitaliste pour percevoir quantitativement de manière correcte ce que peut être un volume de capital. Les mesures de ce volume effectuées en système capitaliste ne peuvent être que de très grossières approximations, et sont, de toute façon, contradictoires de la théorie dont ils sont issus.

Pour le socialisme, la valeur, qu'elle soit passée ou présente, n'est qu'une transition laissant de plus en plus de place au travail directement explicité par son temps. Cela étant dit, eu égard à l'essence primitive quoique socialisée de sa phase actuelle, et à son environnement capitaliste dominant, les calculs en valeur y sont également dominants. Etudier une société socialiste à l'aide de VA/I paraît justifié.

Il ne suffit toutefois pas de mesurer. Encore faut-il «expliquer». C'est ce que l'on se propose de faire dans cette partie en introduisant, dans le rapport VA/I, le travail et en le faisant sous sa forme la plus élémentaire, à savoir le nombre de personne employées, par activité ou groupe d'activités, au cours d'un intervalle donné de temps.

Soit N, ce nombre de personnes, par exemple au cours de l'année. Expliquer VA/I pour la Chine entière va donc consister à mettre en oeuvre deux procédures.

La première consiste à expliquer cette évolution comme étant celle du rapport de $(VA/N) / (I/N)$. Si l'on met de côté le problème que soulèvent les prix, ce qui suppose que le prix de l'unité de valeur ajoutée soit égal au prix de l'unité de capital investi, la productivité de l'investissement en valeur ajoutée apparaît comme étant le rapport de ce qui, au numérateur, témoigne de la productivité du travail et de ce qui, au dénominateur, témoigne de l'efficacité technique du capital.

La deuxième consiste à mesurer les «contributions» de chaque composante à un phénomène global. Soit, au cours d'une année donnée, $VA/N / I/N$, mesuré pour la Chine et pour ses deux grandes composantes, la production matérielle et non-matérielle. On peut décomposer statistiquement l'évolution de la production globale Chine entière, comme étant la somme des contributions de chacune de ces composantes. Ces calculs sont aujourd'hui courants et, si besoin est, on en trouvera aisément la formule.

Il n'en est pas de même pour l'emploi, qui donne lieu à des évaluations sectorielles distinctes. On s'est déjà expliqué sur ce point. On reprend ici une explication que l'on a déjà apportée.

La première évaluation sectorielle de l'emploi en Chine utilisée dans le présent texte est une évaluation en 3 secteurs (primaire, secondaire, tertiaire), que l'on a appelée «série 1». On peut admettre qu'elle est à peu près correcte, prenant appui sur les recensements (décennaux) et les enquêtes intermédiaires. La deuxième est plus problématique. Certes, elle est plus intéressante que la première puisqu'elle donne le détail de l'emploi dans au moins 20 secteurs, dont 6 pour la production matérielle et 14 pour la production non-matérielle. Son défaut majeur est d'être obtenue par addition de deux sortes de données, qui sont insuffisantes.

La première sorte d'insuffisance caractérise les «emplois urbains non-privés», publiée annuellement dans les tableaux 4-5 de l'Annuaire. Pour les services, cette série est disponible en 14 secteurs. Ce sont les emplois du secteur public, au sens large. Elle ne contient pas les emplois ruraux non privés.

La deuxième sorte (tableau 4-6 de l'Annuaire) est celle des «emplois des entreprises privées », Chine entière, disponible en 7 secteurs dont 5 pour les services. Cette deuxième série, qui inclut les «self-employed» (ou micro-entreprises), est donc censée fournir l'emploi urbain et rural d'un grand nombre de petits métiers, qui sont des emplois de services (commerces, restauration, transports, services aux ménages). Mais sa publication a été arrêtée en 2019 sans que l'on sache si elle sera reprise. Elle fut sans doute arrêtée en raison des effets de la pandémie sur cette catégorie d'emplois, souvent très vulnérables économiquement, et du chaos statistique qui a pu en résulter.

Si l'on additionne les données de ces deux tableaux (4-5 et 4-6), on peut espérer disposer d'une série d'emplois donnant, pour la Chine entière, un certain détail sectoriel des emplois manufacturiers et de services, venant compléter fort utilement les données de l'emploi en 3 secteurs.

Le problème que l'on rencontre alors, quand on utilise cette deuxième série détaillée, construite par addition des emplois urbains non-privés et des emplois privés urbains et ruraux, est que le total des emplois tertiaires qu'elle couvre fut d'abord égal à 50% en 2004, des emplois tertiaires de la série n°1, puis s'accrut régulièrement jusqu'à être égal en 2019 à 100% des emplois tertiaires de cette série n°1 en 3 secteurs. Mais quelle confiance accorder à ce résultat?

Il a semblé que l'on devait quand même, faute de mieux, se servir de cette seconde série pour approfondir la connaissance que l'on peut avoir de l'effet des activités de services sur la rentabilité de l'économie chinoise.

B) L'EXPLICATION DE VA/I PAR L'EVOLUTION COMPAREE DE VA/N ET I/N

Le rapport VA/I reste le même si l'on divise haut et bas par le même nombre de l'emploi N. L'intérêt de cette procédure est cependant de faire apparaître deux variables très importantes du fonctionnement économique, à savoir la productivité du travail vivant par travailleur au numérateur et la dépense de travail mort par travailleur au dénominateur. L'économie chinoise est supposée «bien» fonctionner si, par travailleur, la quantité de travail vivant apparaissant comme valeur de biens et services nouveaux croît plus vite que la dépense de travail passé utilisée pour les produire.

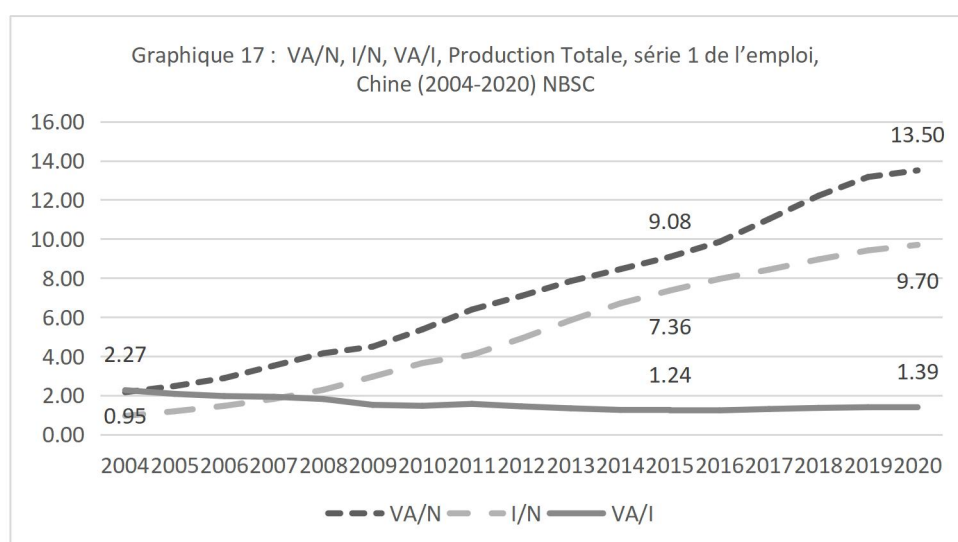
Les calculs représentés sur les graphiques ci-dessous ont été effectués avec des séries à prix courants. On estime pouvoir affirmer, sans reproduire ici les calculs intermédiaires ayant conduit vers cette conclusion, que ceux effectués à prix constants confirment l'impression générale à savoir que la productivité du travail et l'investissement par tête ont augmenté continuellement en Chine au cours des 16 années de l'intervalle. Cela dit, le problème n'est pas tant celui de l'accroissement à prix constants de la productivité en Chine ou celui de l'investissement par tête. C'est celui de savoir si l'augmentation de la productivité par tête a été plus rapide que la dépense d'investissement par travailleur.

Il est clair que les problèmes soulevés par la prise en compte plus minutieuse des prix devront donner lieu, par rapport au présent article, à d'autres approfondissements. On se propose, dans cette quatrième partie, d'une part de se limiter à des niveaux très globaux de l'analyse et d'autre part de laisser de côté divers problèmes et notamment celui des prix.

1) Les explications les plus globales «Tous secteurs confondus» et en «Deux grands secteurs», reposant sur la série 1 de l'emploi.

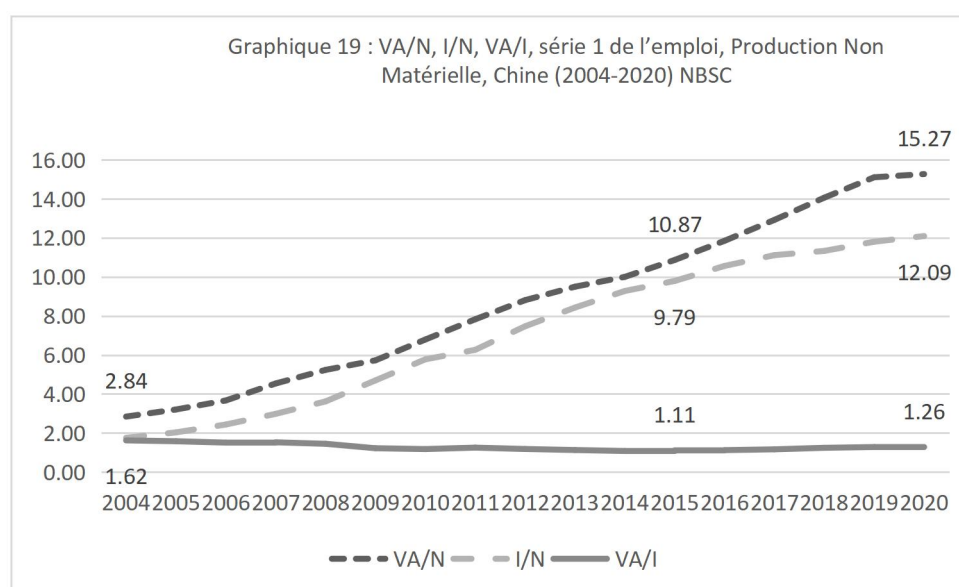
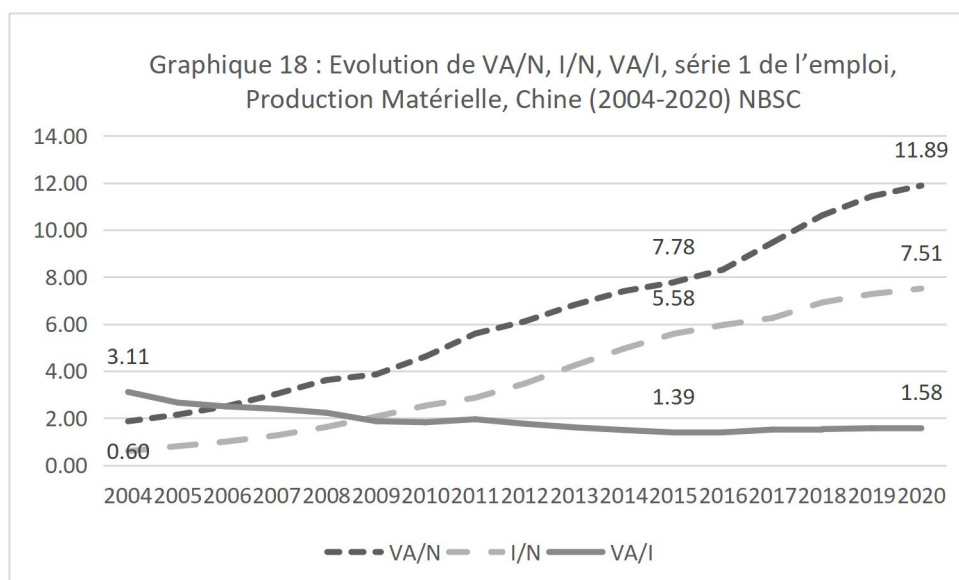
a) Tous secteurs confondus

Le graphique 17 montre l'évolution globale comparée de la productivité du travail et de l'investissement par tête, ainsi que de leur rapport, en Chine, tous secteurs confondus, de 2004 à 2020. Comme cela avait été indiqué précédemment, la tendance d'évolution de VA/I est à la baisse de 2004 à 2015 puis à la hausse de 2015 à 2020. Il est clair que ce renversement de tendance a résulté de ce que, au cours des 6 dernières années, la productivité du travail a augmenté plus rapidement que l'investissement par tête (respectivement +48.7% et +31.8%). Il paraît donc intéressant de savoir d'où proviennent ces évolutions.



b) En distinguant la production matérielle et la production non matérielle

Les graphiques 18 et 19 ont trait à l'évolution comparée de VA/ et I/N dans les deux grands secteurs de la production matérielle et non matérielle. On observe, dans les deux cas, le même type d'évolution que celui observé au niveau le plus global. La productivité du travail, au cours des 6 dernières années, a augmenté plus rapidement que l'investissement par tête.



Le tableau 8 ci-dessous vise à décrire, pour l'intervalle 2015-2020, la contribution de chaque grand secteur à l'évolution de l'ensemble. La contribution de chaque grand secteur à l'évolution de l'ensemble dépend des proportions qui les caractérisent au début de l'intervalle pour lequel est mesuré cette évolution.

Tableau 8: Contributions de la Production matérielle et de la Production non-matérielle (emploi série n°1) au redressement de l'économie chinoise (2015-2020)

	Production Matérielle		Production Non-Matérielle		Production Totale	
	VA	N	VA	N	VA	N
2020/2015(%)	36.4	-10.9	57.8	11.0	47.1	-1.6
Proport 2015	49.7	57.7	50.3	42.3	-	-
Contributions	18.0	-6.3	29.1	4.7	-	-
	I	N	I	N	I	N
2020/2015(%)	19.8	-10.9	37.1	11.0	29.6	-1.6
Proport 2015	43.8	57.7	56.2	42.3	-	-
Contributions	8.7	-6.3	20.9	4.7	-	-

Il indique que les progrès réalisés dans le secteur de la production matérielle ont été globalement plus importants que ceux réalisés dans celui de la production non-matérielle. Aux arrondis près, il éclaire à très grands traits le cheminement suivi par l'économie chinoise au cours des dernières années.

Sur l'intervalle, la valeur ajoutée de la production totale a augmenté de 47.1 et l'emploi a diminué de 1.6, ce qui veut dire que la productivité du travail dans le champ de la production totale a augmenté de $(47.1+1.6=48.7)$. Quelles sont les contributions à cette variation?

D'un côté, la contribution en valeur ajoutée de la production matérielle est moindre que celle de la production non matérielle (respectivement 18.0 et 29.1). Mais comme les contributions de l'emploi ont varié en sens contraire (respectivement - 6.3 et +4.7), il en résulte que les contributions en productivité du travail à la productivité du travail dans le champ de la production totale ont été à peu les mêmes, soit $18.0 + 6.3=24.3$ pour la production matérielle et $29.1 - 4.7=24.4$ pour la production non matérielle. Qu'en est-il des contributions relatives aux investissements?

En procédant de la même manière, on peut dire que, concernant la quantité d'investissements par travailleur, la contribution à la variation correspondante dans le champ de la production matérielle a été de $8.7 + 6.3=15.0$. Elle a été de $20.9 - 4.7=16.2$ dans le champ de la production non matérielle. La somme de ces deux contributions ($15.0 + 16.2 = 31.2$) est égale à la variation de I/N dans la production totale, soit $(29.6 + 1.6)$. On a plus investi par travailleur dans les services que dans la production classique.

Au total, c'est le secteur de la production matérielle qui apporte la plus grande contribution à l'amélioration du rapport $VA/N // I/N$ dans l'ensemble de l'économie. Les contributions à la croissance de la productivité du travail ayant été à peu près identiques, ce qui a fait la différence est que la contribution de la production matérielle à la croissance de l'investissement par travailleur dans l'économie a été moindre (48%) que la contribution de la production non matérielle à cette croissance (52%). Il fut plus investi par travailleur dans les services en même temps que l'on y accroissait l'emploi alors que dans la production matérielle, l'investissement par travailleur fut moindre en même temps que l'on y réduisait l'emploi.

Cela étant dit, la différence de contribution aux variations de la production totale, entre la production matérielle et non matérielle, n'étant pas très importante, et surtout l'avenir appartenant aux services, il a semblé justifié de continuer à explorer la voie des services.

2) Les évolutions et explications par grands secteurs des activités de services.

Dans les paragraphes précédents, on a cherché à mesurer et à expliquer, à l'aide de la série de l'emploi n°1, la contribution globale des activités de services, comparée à celle de la production matérielle, au redressement de l'économie chinoise entre 2015 et 2020. On souhaite maintenant entrer dans le détail de la contribution des services à ce redressement. Quels sont les services ayant le plus, ou le moins, contribué à ce redressement ? Pour ce faire, on utilise la série de l'emploi n°2.

Compte-tenu des lacunes de cette série, on a d'abord vérifié que globalement, les évolutions et explications auxquelles elle permettait d'aboutir étaient comparables à celles obtenues à l'aide de la série 1.

Pour ne pas alourdir le présent texte, les calculs et graphiques correspondant à cette étape intermédiaire ne sont pas reproduits ici. Cela dit, on peut affirmer que la série 2 de l'emploi indique les mêmes évolutions et inflexions globales de VA/N et VA/I, pour l'ensemble des services, que celles ressortant de l'utilisation de la série 1. Bien que la série 2 soit incomplète par rapport à la série 1, elle est suffisamment complète pour conserver ces évolutions et inflexions. Il a donc semblé justifié de poursuivre, dans cette quatrième partie, le travail engagé sur les services, tout en limitant l'approfondissement recherché à trois grands secteurs au sein des services : le management social, les forces productives matérielles, les forces productives humaines.

Etant donnée son importance quantitative réduite, et dans un souci de simplification, le grand secteur du «Bien-Être» a été confondu avec celui des Forces productives humaines.

Les résultats auxquels on parvient sont résumés par le tableau 9.

Tableau 9 : Contributions des Trois grands secteurs des services, emploi série 2, Chine (2015-2019)								
	Management social		Forces productives matérielles		Forces productives humaines et Welfare		Ensemble des Services	
	VA	N	VA	N	VA	N	VA	N
Δ 2019/2015 (%)	53.2	36.3	62.8	38.2	57.7	30.9	53.5	35.8
Proportions	59.9	64.2	24.3	19.3	15.8	16.5		
Contributions	29.1	23.3	15.3	7.4	9.1	5.1		
	I	N	I	N	I	N	I	N
Δ 2019/2015 (%)	16.3	36.3	49.9	38.2	63.6	30.9	32.9	35.8
Proportions	53.5	64.2	39.4	19.3	7.1	16.5		
Contributions	8.7	23.3	19.7	7.4	4.5	5.1		

Les contributions de chaque grand secteur, en pourcentages de l'ensemble des contributions, sont les suivantes.

Tableau 10 : Contribution (%) de chaque grand secteur aux performances de l'ensemble des services Chine (2015-2019) série n°2					
	Management social	Forces productives matérielles	Forces productives humaines	Total des Contributions	Δ (%) Ensemble des services 2019/2015
Productivité du Travail	5.8	7.9	4.0	17.7	17.7
Investissement par tête	-14.6	12.3	-0.6	-2.9	-2.9

1) Sur l'intervalle (2015-2019), pour l'ensemble des services, la productivité du travail a augmenté et l'investissement par tête a diminué. Ces deux résultats se sont cumulés et la rentabilité de l'économie chinoise s'est accrue.

- 2) Le plus petit contributeur aux résultats de l'ensemble est le secteur des Forces productives humaines et de la Culture et des Sports.
- 3) Les plus gros contributeurs aux résultats de l'ensemble sont : a) le secteur du Management social; b) le secteur des Forces productives matérielles.
- 4) Les contributions de ces deux secteurs vont dans le même sens en ce qui concerne la productivité du travail (accroissement) mais vont en sens contraire en ce qui concerne l'investissement par tête.
- 5) Le plus gros contributeur aux résultats de l'ensemble a donc été le secteur du Management social.

Au total, on conclut cette partie en disant que, depuis la mise en place de la politique de «Nouvelle Norme», l'économie chinoise s'est enrichie. Ce que l'on sait des années au cours desquelles a sévi la pandémie est que ce mouvement n'a pas été arrêté et inversé mais seulement ralenti. L'activité économique chinoise de ces dernières années a été orientée vers la recherche d'un double objectif : a) l'augmentation de la productivité du travail, b) la réduction relative ou la moindre progression de l'investissement. Ce double objectif semble avoir été atteint.

CONCLUSIONS

On a cherché à montrer, dans cet article, quelles sont les grandes caractéristiques sectorielles du développement économique de la Chine depuis la réforme initiée en 1978, en insistant tout particulièrement sur le rôle des services. Une analyse de ce type est limitée par les statistiques existantes dans le domaine de l'emploi. En Chine, les séries les plus fiables dont on dispose datent, à ce jour, de 2004. On peut avoir néanmoins une idée précise de l'évolution de l'économie chinoise au cours des 15-20 dernières années ainsi que des facteurs de cette évolution.

Voici les conclusions que l'on tire de cet examen. Elle peuvent être utiles pour les Chinois eux-mêmes. Elles peuvent être utiles à un lecteur réfléchissant au développement socialiste de son pays et se demandant ce que le développement chinois peut lui apprendre. Certes, ce développement est typique de la Chine, très grand pays, à lui seul véritable continent, et qui ne peut donner lieu à aucune transposition.

Il revient à chaque nation, à chaque Etat, à chaque peuple, de trouver la voie de son développement, de son indépendance et de la satisfaction de ses besoins. Cela étant dit, dans l'ensemble des observations que l'on peut faire sur la Chine et son développement sectoriel, certains traits sont sans doute plus généraux que d'autres, plus immédiatement transposables.

Ainsi en est-il du point de départ agricole inévitable du développement. Les pays en développement sont des pays à dominante agricole. L'agriculture est leur point de départ vers l'industrialisation. Le paradoxe, pour les gouvernants d'un pays en développement, s'exprime dans la contradiction suivante. D'une part, pour développer leur pays, ces dirigeants ont besoin du soutien massif et actif de la population, pour lutter contre les forces sociales conservatrices et mettre en oeuvre une politique de développement.

Mais d'autre part, la population dont ces dirigeants ont besoin du soutien actif et intelligent, est majoritairement composée de paysans, que le développement économique devrait assez rapidement faire disparaître. Comment un gouvernement peut-il être soutenu par une population en lui donnant pour perspective de la faire disparaître? C'est l'une des énormes questions politiques à laquelle les socialismes du XX^e siècle ont commencé de répondre. Les socialismes du XXI^e siècle auront également à la traiter.

Ce que montre l'exemple chinois est que l'industrialisation est, de toute façon, indispensable. Il n'y aura pas de développement en Afrique ou en Asie centrale, par exemple, sans industrialisation. Les services ne peuvent être à eux seuls les supports de la civilisation. Les populations paysannes ou leurs enfants doivent devenir, sans brutalité, et c'est possible, les populations principalement et à la fois ouvrières et de services de demain.

La première tâche de l'agriculture est de nourrir la population. Il revient à l'industrie de fournir les produits qui permettront tant le développement intérieur que des échanges, lesquels à leur tour, favoriseront le développement. Ce que la fin du XX^e siècle montre est que, dans les pays capitalistes développés, où, à quelques exceptions près, le choix a été délibérément fait, dans le cadre de l'impérialisme et du pouvoir des monopoles, de réduire fortement les industries nationales et de les exporter vers certains pays en développement, cela a sans doute amélioré la rentabilité des capitaux concernés mais n'a nullement amélioré la situation générale de ces pays. Elle l'a, au contraire, détériorée tout en accroissant le déséquilibre mondial des niveaux de vie. Les capitaux monopolistes commencent à en ressentir eux-mêmes les désavantages.

Une industrie nationale conséquente est donc nécessaire. Les services, notamment de tourisme, ne peuvent en être le substitut. Mais quelle doit être la part du travail industriel dans le travail de la société? Il n'existe pas de réponse précise à cette question. Ce que l'on sait est que, contrairement au travail agricole ou de service, le travail industriel n'a jamais été durablement majoritaire dans l'économie d'un pays. Actuellement, en Chine, il couvre environ 30% du travail total. En Allemagne, sa part actuelle est d'environ 30%. Aux Etats-Unis cette part est inférieure à 15% et en France elle est d'environ 20%. La pratique montre également que les ratios, américain ou français, sont trop faibles et mettent ces économies en difficulté. A l'heure actuelle, un ratio au moins égal à 30% semble optimal. En dessous de 30%, d'importantes difficultés d'approvisionnement du marché intérieur commencent à apparaître. On peut également s'interroger sur la course à la productivité imposée dans les pays capitalistes à la production agricole.

La raison pour laquelle le travail industriel proprement dit n'est jamais majoritaires tient, semble-t-il, au fait que les services sont, pour une part, qui peut être importante, une extension de la division du travail industriel. Mais ils sont aussi la manifestation d'autres formes du travail et pour commencer, celles de gestion de la société et d'encadrement de la vie des hommes.

On a cherché, à l'aide du classement présenté dans la première partie, à comprendre la signification des activités de services. Dans la seconde partie, on a cherché à en montrer l'importance en Chine.

Ce qui ressort globalement de l'exemple chinois a d'abord trait aux activités de gestion sociale. Les choix relatifs au type d'économie marchande, à l'organisation de l'intermédiation financière, à la maîtrise de l'appareil d'Etat et de la maladie qui le ronge dans tous les pays développés, à savoir la corruption, sont les premiers facteurs décisifs du développement. Viennent ensuite les choix relatifs au développement des forces productives.

La priorité semble revenir aux forces productives matérielles et parmi celles-ci, aux transports de toutes sortes, à la fois routiers, fluviaux, ferroviaires, maritimes, aériens. Mais aujourd'hui, les transports, c'est aussi la communication et l'informatique qui va avec.

En ce qui concerne les forces productives humaines, la priorité semble devoir être celle de l'école et de la santé. Les dépenses culturelles et de sports, de bien-être supérieur, sont secondaires et viendront lorsque le développement sera lui-même avancé.

Il est clair, cependant, qu'un tel schéma n'a rien d'automatique. Sa réalisation est largement fonction des conditions politiques existantes, tant à l'intérieur des pays que dans les relations internationales, où des rapports sociaux de paix doivent l'emporter.

Selon les dirigeants de la Chine, le socialisme, et le principe directeur qui est théoriquement le sien, à savoir la dictature du prolétariat ainsi que la conduite des affaires par un Parti communiste dévoué aux intérêts populaires comme à ceux de la nation, sont la condition d'un développement rapide, pacifique et généralisé. Il est clair que d'autres conceptions existent et que l'on ne saurait confondre la civilisation avec tel ou tel régime politique. Ce qui, cependant, doit être la marque de la civilisation aujourd'hui, quel que soit le régime considéré, est l'établissement durable entre les peuples de rapports pacifiques. L'idéal kantien d'une paix universelle est aujourd'hui réalisable, à condition que les forces impérialistes soient déboutées définitivement de leurs folles exigences. C'est grâce à Marx et aux peuples luttant sous sa bannière que les pensées de Kant sur la Paix deviennent possibles.

La notion de civilisation est datée historiquement, socialement, idéologiquement. Mais elle ne prend pas seulement appui sur des exigences morales. Elle repose sur des activités et des manières de faire, d'apprendre, de communiquer et de penser. Parmi ces activités, il y a les services, et parmi ces manières de faire, il y a la manière de faire «comme si l'on rendait un service». C'est pourquoi les sociétés de demain seront à la fois des sociétés de production matérielle et non matérielles ainsi que des sociétés de service.

Les activités de services ne sont pas en elles-mêmes des biens de civilisation. Elles le sont par référence à une certaine organisation sociale. Il paraît clair, cependant, qu'elles constituent aujourd'hui, sous les réserves que l'on vient d'énoncer, les vecteurs les plus dynamiques de la civilisation contemporaine.

C'est pourquoi nous en avons plus particulièrement entrepris l'étude pour la Chine, en essayant de rendre compte de leur contribution à l'économie chinoise. L'étude que l'on a présentée dans ce texte est encore élémentaire. Bien des questions, pratiques et théoriques, demeurent en suspens.

En ce qui concerne les questions pratiques, on note, en particulier, les lacunes, en Chine, de la connaissance statistique de l'emploi et de l'activité, c'est-à-dire du temps travaillé, d'abord dans les secteurs des services, mais aussi, à des degrés divers, dans toute l'économie de ce pays. S'il est vrai que la connaissance de la productivité du travail est désormais nécessaire pour apprécier l'efficacité du travail que l'on y dépense, de nouveaux progrès devront être réalisés dans ce domaine.

Les problèmes théoriques sont toutefois les plus importants à formuler, ne serait-ce que pour donner à l'appareil statistique des guides pour son action. On se propose d'en formuler quatre.

Le premier est celui des limites de la connaissance des investissements matériels en équipements et bâtiments dans un secteur pour apprécier l'efficacité du travail passé dans ce secteur. En raison de la socialisation croissante de la production et de la complexité de la production qui en résulte, ne conviendrait-il pas de considérer le temps passé dans l'organisation du travail comme un investissement? Le travail passé pour produire de la valeur marchande ne contiendrait pas seulement le travail dépensé dans les équipements et les bâtiments. Il contiendrait également ce que certains économistes ont appelé, en France, «des investissements de forme».

Le deuxième problème est celui du niveau d'agrégation auquel l'efficacité du travail doit être appréciée. On peut chercher à comprendre séparément l'efficacité du travail dépensé, par exemple dans le secteur de l'éducation. Mais l'éducation n'a-t-elle pas des effets immédiats ou de plus long terme dans d'autres secteurs? Comment prendre en compte les interdépendances entre secteurs dans la mesure de l'efficacité d'une économie moderne?

Le troisième problème a trait à ce que l'on mesure. Il est compréhensible que, dans une économie située dans la phase première du socialisme, et qui est donc encore fortement marchande, les ratios en valeur soient des instruments de mesure de l'efficacité du travail vivant et passé. Mais comment concilier le fait que, dans une société socialiste, l'efficacité du travail, passé et présent, soit mesurée à l'aide de ratios en valeur (ce que l'on a fait dans cet article) alors que l'un des buts poursuivis par le biais d'une telle société est le dépassement du marché? Faudrait-il, en Chine notamment, penser dès à présent à construire et à mettre en œuvre des comptabilités en temps de travail?

Le dernier problème retenu dans cette conclusion concerne la théorie de la valeur des marchandises elle-même. Que peut signifier le dépassement de la valeur dans une société socialiste? Pour répondre à cette question, on pense d'abord à la théorie dont Marx et Engels ont fait l'exposé.

La théorie de la valeur des marchandises est en effet, d'abord, la description conceptualisée d'une certaine situation sociale et des contraintes, ce qu'on appelle «la loi de la valeur», qui en découlent. La socialisation de la valeur des marchandises, en particulier par la planification *ex-ante* et macro-économique, est une première forme de dépassement de cette situation et de ses contraintes spontanées.

Cette théorie est ensuite le résultat d'un état de la technique. A juste titre, nous semble-t-il, Marx a indiqué, par exemple dans ce texte appelé «Fragment sur les Machines», qu'au delà d'un certain seuil technique, la valeur des marchandises perdrait toute signification pratique.

Cette théorie est également la forme systématisée du fonctionnement de producteurs isolés les uns des autres et seulement réunis par le marché ainsi que par les lois qui le régulent. Mais que se passe-t-il lorsque les interdépendances entre activités deviennent de plus en plus denses, nombreuses, tant au plan intérieurs des nations que dans leurs relations internationales?

Tels sont les points que le présent texte nous a conduit à percevoir. Pour recevoir un bon usage dans une société socialiste, la théorie de la valeur des marchandises devrait, semble-t-il, être au moins développée et actualisée selon les trois directions suivantes : la socialisation de la valeur et la planification des activités économiques, l'usage intensif du travail passé pour une production de valeurs d'usage de plus en plus abondantes et de bonne qualité quoique nécessitant de moins en moins de travail vivant, la compréhension fine des interdépendances découlant de la socialisation des rapports de production et de leurs interactions. Les activités de services jouent certainement un grand rôle dans cette évolution et son passage à la limite, de l'économie vers la politique.

Bibliographie sommaire

Cheng Enfu, Wang Guijin et Zhu Kui, 2019, *The Creation of Value by Living Labour*, volume 1, Canut International, Berlin.

Quynh Delaunay et Jean-Claude Delaunay, 2007, *Lire le Capitalisme Contemporain*, Le Temps des Cerises, Paris.

Delaunay Jean-Claude, 2018, *Les Trajectoires Chinoises de Modernisation et de Développement*, Editions Delga, Paris.

Gadrey Jean et Delaunay Jean-Claude, 1987, *Les Enjeux de la Société de Services*, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, Paris.

Xi Jinping, *Construisons une Communauté de Destin pour l'Humanité*, 2019, Central Compilation and Translation Press, Beijing.